

1955 : SOUSTELLE ARRIVE !...

1955 : le nouveau gouverneur de l'Algérie retrouvait ce pays qui l'avait profondément marqué aux heures dramatiques du débarquement allié en 1942.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*

Services techniques :
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Dalmas



SOUSTELLE : LA PACIFICATION

Marie ELBE

LE 15 FÉVRIER 1955, Jacques Soustelle arrive à Alger en avion militaire. Il a été nommé gouverneur général, depuis trois semaines, par Mendès-France. Entre-temps, le cabinet Mendès est tombé, Soustelle se rend donc sur place avant qu'Edgar Faure constitue le sien. Ce dernier le maintiendra dans ses fonctions. A Paris, en retard d'une décision quand on se décide, enfin, à envoyer des renforts, dont l'apport eût été capital au lendemain de la Toussaint rouge, la rébellion a déjà gagné du terrain.

Bourgès-Maunoury succède à Mitterrand, à l'Intérieur, et de même que l'un avait proclamé : « L'Algérie, c'est la France », l'autre affirme : « Des négociations? Jamais! » C'est le dilemme répression ou négociation qui divisera le cabinet de Soustelle au gouvernement général.

Ce dernier a pratiqué l'ouverture « à droite » avec Henri-Paul Eydoux, et à gauche avec notamment le commandant Monteil, partisan du dialogue avec l'adversaire. « Contacts, oui, négociation, non! » répond Soustelle, qui autorise Monteil à visiter dans sa cellule un chef rebelle de l'Aurès capturé en Tunisie par la D.S.T. Entretien fructueux, d'où il ressort que les rebelles ne sont pas riches en armes. En revanche, leur influence sur les populations est intense. Et pas seulement dans l'Aurès.

En Kabylie, Krim Belkacem, un militant nationaliste, dont la première « montée au maquis » date de 1946, organise la wilaya 3 avec Omar Ouamrane, ancien sergent de l'armée française, dissident de longue date, auquel ses méthodes de persuasion ont valu le surnom de « l'Égorgeur ».

Dès son arrivée en Algérie, Soustelle reprend l'avion, pour une longue tournée dans l'Aurès. Il veut comprendre ce qui se passe, au contact des réalités. Ces réalités sont inquiétantes. Misère, sous-administration, et tendance naturelle des Chaouïas, population de l'Aurès, à pratiquer le « banditisme d'honneur ». Autant de facteurs qui favorisent la guérilla. A cette guérilla, l'armée, quels que soient sa bonne volonté et les effectifs engagés, fait face difficilement, du fait d'une organisation inadaptée à la guerre révolutionnaire que mène le F.L.N.

Soustelle, au cours de sa « tournée des popotes », lâche le mot de « pacification », et il en donne le sens aux militaires. Tâche exaltante, et qui confine au sacerdoce. Est-il déjà trop tard pour la mener à bien? L'armée va se consacrer à cette nouvelle mission. M. E.

SOMMAIRE N° 197



FÉVRIER 1955 UN NOUVEAU GOUVERNEUR : SOUSTELLE

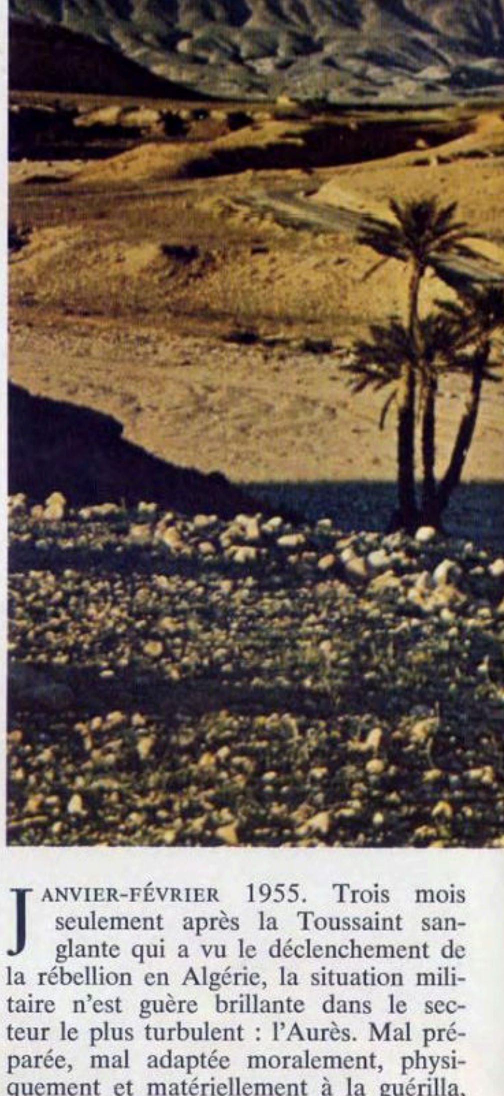
Le 15 février 1955, le DC 3 militaire qui amène en Algérie le nouveau gouverneur, Jacques Soustelle, se pose sur l'aire de Maison-Blanche, l'aérodrome d'Alger, où responsables civils et militaires attendent le successeur de Roger Léonard avec une certaine réserve. Nommé par Mendès, et maintenu dans ses fonctions en dépit de la chute de Mendès, Jacques Soustelle débarque dans un pays déjà déchiré par la guerre.

Alger l'appelle : "l'homme de Mendès" et les pieds-noirs se méfient de lui



Il faudra longtemps à Jacques Soustelle pour gagner le cœur des pieds-noirs. Que ce soit dans les cafés de Belcourt et de Bab-el-Oued ou dans les travées de l'Assemblée algérienne, on se méfie de lui. On l'appelle Ben Soussan, « le bradeur ». Les Européens pratiquent la conspiration de la méfiance et du sarcasme.

ECA



Le premier geste de Jacques Soustelle : son voyage dans l'Aurès, où il veut se rendre compte sur place des réalités du drame qui se joue. Misère, sous-administration, isolement des populations, voilà ce que cachent, en fait, d'extraordinaires paysages, sous un ciel immuable.



Queue de pie, pantalon rayé gants beurre frais. Soustelle, tel que les Algérois l'ont vu, en 1955. Derrière les solennités d'usage, un jeune gouverneur (43 ans) angoissé, malgré un long passé politique.

ECA

JANVIER-FÉVRIER 1955. Trois mois seulement après la Toussaint sanglante qui a vu le déclenchement de la rébellion en Algérie, la situation militaire n'est guère brillante dans le secteur le plus turbulent : l'Aurès. Mal préparée, mal adaptée moralement, physiquement et matériellement à la guérilla, l'armée s'essouffle dans de gigantesques et ruineuses opérations de ratissage. Que peuvent en effet les chars, l'infanterie classique, l'artillerie, dans un massif montagneux où les Chaouïas évoluent avec la mobilité et la rapidité des contrebandiers basques ? Ils ont pour eux, d'abord une parfaite connaissance du terrain, ensuite une multitude de complicités pour les renseigner sur les mouvements des troupes françaises. Sur les crêtes, au fond des vallées, les jeunes et paisibles bergers sont autant de guetteurs pour qui le « téléphone arabe » n'a jamais eu de secrets.

Les moyens en hommes et en matériel commencent pourtant à arriver de métropole. François Mitterrand, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Pierre Mendès France, a obtenu des renforts.

A Alger, le grand patron de la Xe région militaire, le général Cherrière, géant « fort en gueule » que ses officiers d'état-major ont baptisé « Babar », est

M.E. Boucher

convaincu qu'il viendra à bout de la rébellion avec ces opérations à grand spectacle qui font plus de bruit et d'effet dans les journaux que sur le terrain.

« Envoyer des unités de blindés, détruire les mechtas, bombarder certaines zones, ce n'est plus du peigne fin, c'est utiliser un marteau-pilon pour écraser une mouche. Et, beaucoup plus grave, c'est encourager les jeunes — et quelquefois les moins jeunes — à monter au maquis. »

Soustelle consulte de Gaulle

Ce jugement à la sévérité légèrement teintée d'ironie sur les grandes opérations de ratissage chères à certains stratèges militaires, c'est le préfet Jean Vaujour, directeur de la Sûreté en Algérie, qui le formulera quelques semaines plus tard à l'intention du cabinet de Jacques Soustelle.

Mais le général Cherrière est le militaire version 14-18 et 39-40 que la guerre d'Indochine n'a pas modifié. Il y tient, à son marteau-pilon, pour écraser une rébellion qui se dilue et éclate devant l'armée. Comme il se rend tout de même compte que l'Aurès souffre cruellement d'un sous-développement administratif, il charge le général Spillmann, commandant le Constantinois, de mettre en place « un réseau d'administrateurs et d'officiers pour mener l'action politique et la recherche du renseignement ». C'est une préfiguration des futures S.A.S. (1).

Sur le plan civil, on parle dès janvier du départ de Roger Léonard, le gouverneur général de l'Algérie qui avait succédé au socialiste Marcel-Edmond Naegelen. Voix douce, visage gras et imberbe, manières onctueuses, politesse de diplomate, Roger Léonard est le type même du grand commis de l'Etat et qui n'est pas fait pour vivre sur des barils de poudre. Comme il est sourd, il porte un amplificateur à l'oreille.

Placé dans une situation difficile le 1er novembre 1954, Roger Léonard a réagi avec tous les moyens dont il disposait. Maintenant, le gouvernement de Pierre Mendès France le juge un peu trop mou. Pour mener une action vigoureuse contre les rebelles, pacifier les zones troublées et étudier les réformes ▶

(1) Sections administratives spécialisées.

Dans leur résidence du palais d'Été, le gouverneur général et Mme Jacques Soustelle reçoivent, à l'occasion de leur passage à Alger, les officiers du croiseur américain « Des Moines ». Diversité d'une mission. Après la grande pitié de l'Aurès, le palais d'Été.

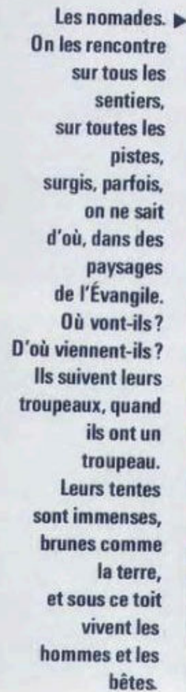


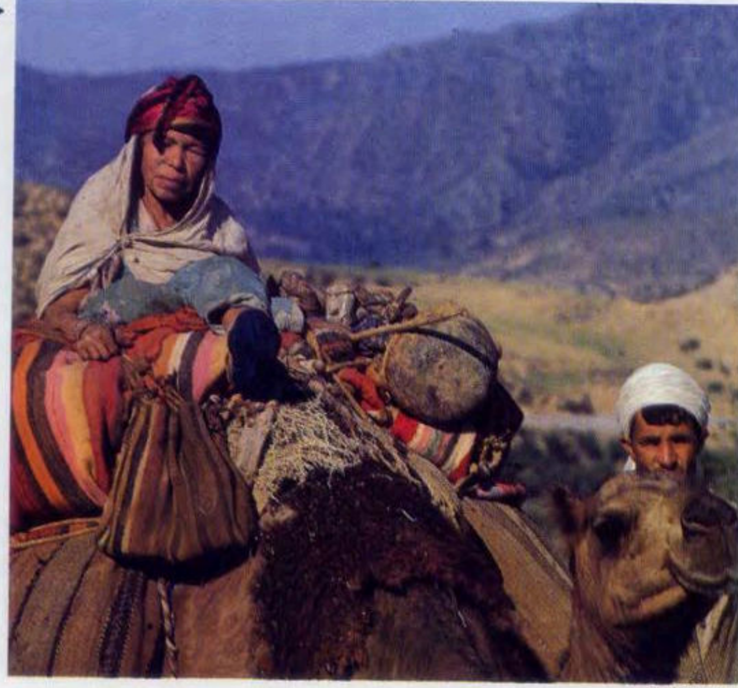
E.C.A.

un front "conservateur" contre le "Libéral"


Gaidamour

◀ Ce n'est pas par hasard que les gens de l'Aurès sont appelés les « Chaouïas » ; le terme signifie : « éleveur de petit bétail ». L'élevage et la dissidence sont les vocations essentielles des Chaouïas, et, plus que l'éleveur, le bandit d'honneur est la silhouette sociale idéale pour les femmes de l'Aurès.


Les nomades. ▶ On les rencontre sur tous les sentiers, sur toutes les pistes, surgis, parfois, on ne sait d'où, dans des paysages de l'Évangile. Où vont-ils ? D'où viennent-ils ? Ils suivent leurs troupeaux, quand ils ont un troupeau. Leurs tentes sont immenses, brunes comme la terre, et sous ce toit vivent les hommes et les bêtes.


Holmès-Lebel


M.E. Boucher

politiques, économiques et sociales, il faut un homme plus dynamique, un fonceur, mais aussi un homme plus rompu aux jeux de la politique.

Le choix se porte alors sur un gaulliste : Jacques Soustelle. Normalien et agrégé de philosophie à vingt et un ans, ce brillant universitaire poursuit deux carrières à l'opposé l'une de l'autre, l'une dans la politique, l'autre scientifique. Après une mission ethnologique au Mexique, il a été nommé sous-directeur du Musée de l'homme et chargé de cours à l'Ecole coloniale. En 1935, l'homme de gauche qu'il est devient l'un des dirigeants du comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Au début de l'occupation, Jacques Soustelle rejoint les rangs de la France libre. En 1942-1943, il occupe les fonctions de commissaire à l'Information du gouvernement provisoire avant de prendre la direction des services spéciaux (B.C.R.A.). A la Libération, il sera successivement ministre de l'Information, puis ministre des Colonies. En 1951, il est élu député à Lyon, sous l'étiquette du Rassemblement du peuple français dont il a été le premier secrétaire général. C'est dire sa fidélité à l'homme du 18-Juin.

C'est cette fidélité qui pousse Jacques Soustelle à demander son avis au général de Gaulle quand François Mitterrand lui propose de remplacer Roger Léonard à Alger. N'ayant pu le rencontrer à son bureau parisien de la rue de Solferino, il lui téléphone à Colombey-les-Deux-Eglises :

« Vous pouvez accepter, mon cher Soustelle. Ce poste n'est pas une fonction ministérielle », lui répond l'ancien chef de la France libre.

Pourquoi pas d'Astier de La Vigerie ?

Ce Jacques Soustelle que Pierre Mendès France leur parachute, les Français d'Algérie le connaissent mal ou pas du tout. Qu'importe ! les ultras vont se charger de leur présenter le personnage. Très vite, de Bab-el-Oued à Belcourt, d'Oran à Constantine, le sang chaud des pieds-noirs ne fait qu'un tour en entendant ces rumeurs :

« Soustelle, ce n'est pas son nom. Il s'appelle Ben Soussan. C'est un juif, comme son patron, Mendès France. Et c'est un progressiste, un partisan de l'indépendance. »

Les élus européens, qui se sont toujours flattés de faire et de défaire les gouverneurs généraux, sont furieux que Paris leur impose un libéral qui voudra discuter avec les fellaghas au lieu de les exterminer jusqu'au dernier. Leur colère contre Pierre Mendès France est d'autant plus grande qu'ils ont déjà un compte à régler avec lui. Sur les instances de Jacques Chevallier, député maire d'Alger dont « P. M. F. » a fait un secrétaire

◀ Après l'aridité des gorges et des plateaux, un peu d'eau, un fond d'oued, et les oasis succèdent aux cañons. Aux confins de l'Aurès, là où les caravanes, qui viennent parfois du désert, puis remontent vers le nord algérien, seront, pour les rebelles, les meilleurs véhicules pour transporter des armes. On se battra aussi dans les oasis, où les hors-la-loi trouveront asile et complicités. L'Algérie aura ses batailles du désert...

d'Etat à la Guerre, François Mitterrand a fait muter en métropole une brochette de commissaires de police des Renseignements généraux. Ceux-là mêmes qui avaient arrêté des dirigeants du M.T.L.D. parmi lesquels Kiouane, l'un des adjoints de Jacques Chevallier à la mairie d'Alger.

Le grand débat sur l'Algérie qui s'ouvre à l'Assemblée nationale le 2 février va sonner le glas du gouvernement Mendès France. Appuyés par la droite, le général Aumeran, député d'Alger, et surtout le redoutable René Mayer, député de Constantine, critiquent sévèrement la politique menée en Algérie et la nomination de Jacques Soustelle au poste de gouverneur général. Le ton des attaques a été donné quelques jours auparavant par cette remarque de Roger de Saivre, un élu oranais :

« Quitte à désigner un progressiste, il eût été plus simple de recourir tout de suite à d'Astier de La Vigerie ! »

A l'issue d'une séance de nuit houleuse, le vote intervient. Par 319 voix contre 273, le gouvernement est renversé. Jacques Soustelle, qui a déjà constitué son cabinet et bouclé ses valises, se demande s'il doit rejoindre son poste ou attendre la constitution d'un nouveau gouvernement. Dès le lendemain, il écrit au président Coty, puis, les jours suivants, aux hommes politiques pressentis pour sortir la France de cette nouvelle crise.

Le 15 février, juste avant de prendre le DC-3 militaire qui le transportera à Alger, le nouveau gouverneur général de

Dans l'Aurès, ▶ Jacques Soustelle se rendra dans les coins les plus isolés, comme, ici, Youks-les-Bains, près de Tébessa, où il tient conférence avec le préfet de Constantine, Dupuch, et son chef de cabinet, Jacques Juillet. Il visitera aussi les centres où des Européens « tiennent » face aux rebelles.



Coll. Moulinier

l'Algérie apprend par un télégramme officiel l'arrestation en territoire tunisien de Mostefa Ben Boulaïd, l'un des six membres du C.R.U.A. et le chef des maquis du Constantinois.

Sur une terre de violence

La réaction de Jacques Soustelle est immédiate. Tous les dossiers qu'il a pu lire sur l'Algérie l'ont un peu laissé sur sa faim de comprendre les événements à travers les hommes qui les font. L'ethnologue qu'il n'a jamais cessé d'être désire établir le contact direct avec tous ceux qui sont mêlés au drame algérien naissant. Il sait par expérience qu'une conversation peut être plus édifiante qu'un rapport administratif de vingt pages.

Jacques Soustelle délègue aussitôt à Tunis un spécialiste des questions musulmanes : le commandant Vincent Monteil. Cet officier, que l'on ne verra que très rarement en uniforme, formera plus tard avec l'ethnologue Germaine Tillion « l'aile gauche » du cabinet du gouverneur général.

Le 15 février 1955, jour qui le voit descendre d'avion sur le terrain de Maison-Blanche, Soustelle vient d'avoir quarante-trois ans — il est né le 3 février 1912 à Montpellier. Un regard où éclate l'intelligence derrière des verres ▶

Un ethnologue bien tranquille

ECA

● Quand l'avion de Jacques Soustelle, qui a quitté Villacoublay sous la neige, le 15 février 1955, à 10 h 30, se pose à Maison-Blanche quatre heures plus tard, quatre cigognes traversent le ciel gris percé d'un rayon de soleil.

Les Algérois présents sur l'aérodrome voient dans ce vol un heureux présage.

Le nouveau gouverneur apparaît, en jaquette et en tube, à la coupée du DC-3 que 4 *Vampire* ont escorté. Il est suivi de Jacques Juillet, directeur des cabinets civil et militaire, de l'immense Lamassoure, directeur du cabinet civil, Favereau et Eydoux, conseillers techniques, du colonel Constans et de Barbier, directeur adjoint du cabinet civil, a préparé la venue de Soustelle. A Alger, depuis plusieurs jours, il a rencontré la plupart des autorités, de Jacques Chevallier, maire libéral d'Alger, à Raymond Laquière, maire conservateur de Saint-Eugène, en passant par Blachette, Urbani, Cuttoli, les préfets Tremeaud, Dupuch, Lambert, les généraux Cherrière et Bonnafé, qui commandaient respectivement la Xe région militaire et la Ve région aérienne, l'amiral Sala, commandant les forces maritimes françaises en Méditerranée, tous réunis à Maison-Blanche pour accueillir officiellement Jacques Soustelle et sa femme. Le nouveau gouverneur, très protocolaire, passe un détachement de troupes en revue, puis gagne Alger dans un cortège peu applaudi au passage.

C'est qu'Alger se méfie. La population est conservatrice, d'une part. Elle a fini par adopter le successeur de Chataigneau au palais d'Eté, le gouverneur Léonard. D'autre part, Soustelle n'est-il pas un homme du gouvernement Mendès ?

Jacques Chevallier, qui a collaboré avec le nouveau gouverneur, l'accueille à la mairie en termes chaleureux, puis lui expose très succinctement le problème qu'il va devoir résoudre : « Vous allez trouver une Algérie profondément troublée, mais aussi une Algérie profondément fidèle et raisonnable. Quelle est la raison de nos ennuis ? Ils n'ont rien d'original. Il se passe ici ce qui se passe dans les pays en pleine évolution où le progrès pousse les hommes et les faits. Il n'y a ici que des problèmes humains, qui sont surtout des problèmes sociaux. Nous vous faisons confiance quant à la solution. »

La réponse de Soustelle est en quelque sorte dictée par le programme qu'il entend appliquer : imposer l'idée de l'intégration que les Algérois n'admettent toujours pas. Elle filtre à travers ses paroles.

« Je suis profondément convaincu que les événements troublés que nous connaissons ne sont sans doute qu'une crise de croissance. Il nous appartient de faire que cette crise soit plus bienfaisante que néfaste. Nous devons savoir tirer de la situation les conséquences qui s'imposent. Il faut d'abord prendre connaissance des problèmes. Rien ne peut être fait sans l'effort de tous, l'esprit d'union, la volonté de travailler en commun, le désir de tout faire ensemble pour notre Algérie. J'ai une foi profonde dans les destinées de ce pays. Pour peu que nous nous en donnions la peine et que nous le voulions, le succès est au bout de nos efforts. »

Plus tard, devant les représentants de la presse algéroise, il dira encore :

« Aucun problème n'est insoluble dès lors qu'on l'aborde avec la volonté de l'étudier loyalement et de le traiter du seul point de vue de l'intérêt général. Je me propose de suivre les réalisations de mon prédécesseur, administrateur de grande classe, avec tous les élus et toutes les populations. Les tâches auxquelles il nous faut faire face sont immenses dans tous les domaines. C'est à un véritable redressement matériel et moral, politique et culturel, que toutes les forces vivantes de l'Algérie doivent désormais se consacrer. L'union est à la fois le premier devoir et le moyen essentiel de la réussite. Arbitre désigné par le gouvernement de la République pour représenter et faire prévaloir l'intérêt national au-dessus de toute autre considération, je me suis fixé pour règle de ne connaître d'autre but que le bien de l'Algérie française et de tous ses enfants.

» Instruire et construire, aider à vivre mieux, accélérer le mouvement de progrès déjà imprimé par la France à cette province qui lui est si chère, tels sont nos objectifs. Nous les atteindrons, s'il plaît à Dieu, par l'effort sans réserve, la concorde et la confiance de tous. »

Telle est, le 15 février 1955, la profession de foi de Jacques Soustelle sur laquelle les élus pieds-noirs vont méditer avec un certain scepticisme. Leur confiance est limitée. La carrière du nouveau gouverneur, que l'on n'a pas encore baptisé « Gros Matou » à Alger, est plus faite d'ombre que de lumière. C'est un ancien des services de renseignements français de Londres, le B.C.R.A., leur cerveau, pourrait-on dire, au sein de la France libre, et l'Européen d'Algérie, d'une façon générale, se défie de tout ce qui ne brille pas au soleil. Le pied-noir n'oublie pas non plus, malgré la participation enthousiaste du nouveau gouverneur à la libération de la métropole, qu'il a été pétainiste de cœur et l'est probablement encore.

Soustelle, dès le premier jour, use de diplomatie. A ceux qui lui demandent si les problèmes algériens sont essentiellement économiques et sociaux ou bien s'ils revêtent un aspect politique impossible à négliger, il répond :

« A la base, il y a les faits économiques et sociaux, mais ils sont inséparables de faits, ne disons pas politiques mais psychologiques. Tout comme une médaille a deux faces, il est difficile de les isoler les uns des autres. »

Accueilli avec réserve, Jacques Soustelle, en moins de douze mois, va conquérir le cœur de tous les pieds-noirs. Quinze mois après, les manifestations qui marquèrent son départ d'Algérie restent, de son propre aveu, inscrites dans les moments les plus émouvants de sa vie pourtant remplie de souvenirs politiques. H

premier voyage du

épais fait oublier un visage papelard. Légèrement voûté, massif, de taille moyenne, l'ancien secrétaire du R.P.F. est en jaquette et pantalon rayé, col cassé et cravate gris clair. Un accoutrement anachronique et ridicule compte tenu des circonstances présentes. On n'est pas à l'Elysée pour la présentation des vœux du 1er janvier mais sur une terre où l'effroyable engrenage de la violence broie un peu plus chaque jour des hommes, des femmes et des enfants, des Européens et des musulmans, des civils et des soldats, des innocents et des coupables.

Son tube et ses gants de daim gris dans la main gauche, Jacques Soustelle tend la droite aux élus des deux collèges, aux généraux que lui présente un Corse aux cheveux blancs et à l'élégance raffinée : Maurice Cuttoli, le secrétaire général du Gouvernement général. Sur tous ces visages qui défilent, Jacques Soustelle essaie de lire un sentiment. Son regard se heurte à la gravité générale. Sans doute comprend-il que tous ceux avec lesquels il aura à travailler ont décidé de le « mettre en observation »...

Des rues vides

Quand, un peu plus tard, la voiture officielle, encadrée de motocyclistes en gants blancs, stoppe devant le monument aux morts, au pied de l'escalier du G.G., pour la traditionnelle cérémonie du souvenir, l'avenue Pasteur et les rues avoisinantes sont quasiment vides. Les rares spectateurs sont là en curieux. On leur a tellement répété que Soustelle n'est que le pseudonyme de Ben Soussan qu'ils finissent par trouver la preuve de cette origine juive dans le profil du nouveau « patron » de l'Algérie qui fait penser « à un rabbin de Tlemcen »...

Jacques Soustelle et Edgar Faure, président du Conseil, à la s



gouverneur : l'Aurès

Le soir même, à deux pas de l'hôtel Aletti, dans les salons de réception de la mairie d'Alger qui dominent la magnifique baie encore endormie dans une paix relative, Jacques Chevallier, qui vient de perdre son portefeuille de ministre des Armées avec la chute de Mendès France, confie à Jacques Soustelle que l'Algérie est, avant tout, une suite de problèmes humains.

Renouer les contacts

Ces problèmes, Jacques Soustelle va les examiner sur le terrain peu de jours après son arrivée. Batna, M'Chounèche, Baniane, Arris, Khenchela, Tébessa, ces noms qui reviennent souvent dans les communiqués officiels sont les étapes d'une grande tournée d'inspection. Le nouveau gouverneur y consacrera les premières semaines de son séjour en Algérie.

Sur le plan militaire, il se rend à cette évidence, à savoir que les grandes opérations de ratissage du style « Véronique » et « Violette » sont trop lourdes et trop voyantes pour être payantes et qu'aux unités classiques il faut substituer des formations plus souples, encadrées de spécialistes de la contre-guérilla. Enfin, il est indispensable de renouer le contact avec les populations trop longtemps abandonnées aux agitateurs pour obtenir des renseignements.

Sur le plan politique, l'heure n'est pas encore venue pour Jacques Soustelle de se faire le partisan de l'intégration, une idée qui deviendra un idéal chez ce libéral et qui fera de lui, le mal-aimé du début, l'idole des pieds-noirs. Comme Camus, le gouverneur Jacques Soustelle aura « mal à l'Algérie »... H

Francis ATTARD

l'une réunion du Comité de coordination pour l'Afrique du Nord.


Keystone

Des colons écrivent au Gouverneur



Après le voyage dans l'Aurès, qui marque l'arrivée de Jacques Soustelle en Algérie, trente-sept modestes colons des villages de la région de Khenchela, en péril, adressent au nouveau gouverneur une lettre, véritable cri d'alarme.

Khenchela, le 8 mars 1955.

Monsieur le gouverneur général,

L'évolution de la situation ne nous autorise plus à garder un silence qui pourrait être interprété comme une approbation de l'opinion trop répandue qui veut que la paix et la tranquillité règnent dans notre région.

Si nous nous permettons de nous adresser à vous, monsieur le gouverneur général, c'est que nous sommes persuadés que la tragédie que nous vivons ne fait que commencer.

Nous n'ignorons pas quel prix vous attachez à la réalisation d'une Algérie calme et vivante, prospère et unie.

Nous n'ignorons pas également, que vous vous penchez sur tous les problèmes avec objectivité et passion, pour remplir le plus parfaitement possible la mission qui vous a été confiée...

Nos parents ou nos grands-parents ont quitté leur pays natal pour se fixer en Algérie, à une époque où cette décision demandait un certain courage et un certain amour de l'aventure...

Grâce à un travail acharné, à une vie rude de privations et de peine, ces familles ont mis en production des terres qui, au cours des siècles passés, avaient ignoré la main de l'homme.

Ces pionniers de la civilisation européenne ont apporté à ce pays la richesse et la prospérité.

Souvent au prix de leur vie, ils ont défriché, créé, édifié.

La magnifique organisation agricole de ce pays est leur œuvre ou celle de leurs descendants...

Il a fallu beaucoup de privations et d'économies pour acquérir une aisance bien modeste.

Seuls, nous savons ce que représente la valeur d'une machine péniblement achetée pour travailler mieux.

Pour beaucoup, ce matériel est une petite fortune, fruit de plusieurs années d'efforts.

Nous avons apporté à la population autochtone l'exemple du travail...

Mais, devant l'abdication de l'autorité française dans d'autres domaines nous savons aussi que cette masse hésite entre la fidélité à la France et l'appel du monde musulman...

Dès le début, pour éviter la pourriture de la révolte, la perte inutile de vies humaines et la paralysie de l'économie du pays, il était nécessaire de se montrer ferme, dur même, à l'égard des révoltés.

Cela n'a pas été fait, et les mois ont passé...

Toutes ces considérations, que nous nous excusons de rappeler, nous conduisent à la certitude que nous devons envisager le départ dans un délai relativement court...

Et cependant nous avons donné à notre pays plusieurs années de notre jeunesse ou de notre vie. Nous avons, dans la majorité, répondu à son appel pour défendre son sol et la libérer de l'occupant...

Aujourd'hui, menacés dans l'existence de nos familles, dans des biens durement acquis, nous ne pouvons que nous adresser au représentant de la France.

Nous possédons et exploitons de petites propriétés, auxquelles nous apportions tous nos soins et que nous avons équipées du matériel moderne nécessaire.

Nous mettons le tout à la disposition du gouvernement de la République française pour l'utilisation qu'il jugera utile d'en faire.

Ces biens, estimés à leur juste valeur, permettraient à chacun de nous d'essayer de trouver, sous d'autres cieux, les moyens d'existence nécessaires dans le calme et la paix...

Nous préférons adopter cette décision plutôt que de céder à la pression des événements dans un avenir plus ou moins lointain.

Nous avons devant nous la perspective de voir nos fermes et notre matériel incendiés ou détruits, de supporter les lourdes charges des garanties de « risques Emeutes », d'effectuer nos travaux sous la protection des mitraillettes.

Nos personnes, nos familles, sont à la merci d'un attentat qui, comme cela s'est produit jusqu'ici, reste impuni.

Paralysés dans nos travaux, que nous ne pouvons plus exécuter en période convenable, soumis à une tension nerveuse — chaque semaine excitée par les exploits des « hors-la-loi » — toute activité professionnelle et économique est impossible...

L'Etat, seul, est en mesure de faire l'effort financier nécessaire pour le rachat de nos terres.

En dehors de lui, ce sera la « braderie ».

Une braderie qui aura lieu soyez-en persuadé, en jetant dans la révolte ceux qui n'auront rien à attendre ou à espérer d'un pays pour lequel ils ont souffert et pour lequel des êtres chers sont morts.

Des familles françaises ont déjà, ou sont déjà, sur le point de quitter Khenchela. D'autres suivront à un rythme plus ou moins accéléré, selon les événements ou les possibilités de recasement.

De toutes les activités économiques de ce pays, nous sommes de celles qui sont le plus difficilement déracinables, parce que notre existence est liée à la terre qui ne peut être emportée.

Vous tenez, entre vos mains, monsieur le gouverneur général, la destinée de quelques familles françaises, vous portez également la responsabilité de leur avenir.

Nous vous faisons confiance et vous prions d'agréer, l'expression de nos sentiments très respectueux.

Suivent trente-sept signatures.

PARIS RECHERCHE UNE


A.G.I.P.

◄ Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale on reconnaît François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, debout, au centre, les poings fermés.


Keystone

L'Assemblée algérienne en visite à l'Élysée. Le président Laquière serrant la main au président Coty sous l'œil de F. Mitterrand. ►

JUSQU'AU printemps de 1955, toute la rébellion ne dépassera pas 500 à 600 fusils. Encore circonscrite à l'Aurès et au Nord constantinois, elle semble pouvoir être étouffée avec des effectifs qui de 60 000 hommes au départ vont atteindre 100 000 au mois d'avril. Mais cette chance va passer en raison de la lenteur du régime à se mouvoir. Et le destin voudra que ce soient les deux hommes politiques les plus intelligents, les plus pénétrants du Parlement qui se succèdent au pouvoir : les deux frères ennemis du radicalisme, Pierre Mendès France et Edgar Faure.

La politique générale algérienne n'en restera pas moins constante pendant toute cette période : elle est définie en conseil des ministres, le 5 janvier 1955, par François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, tuteur de l'Algérie. Il présente un programme de réformes économiques, administratives, sociales et culturelles visant à l'application du statut de 1947 et à l'intégration de l'Algérie à la France.

Mgr Duval, archevêque d'Alger. Les pieds-noirs lui étaient en partie hostiles. Ils lui reprochaient une neutralité bienveillante à l'égard du F.L.N. et son indifférence à l'égard des Européens. Après l'indépendance, il restera à Alger comme nonce du pape.

Dalmas

On notera que c'est exactement la solution à laquelle s'attacheront passionnément les Européens à partir du 13 mai 1958. Mais pour lors, les réactions des députés du premier collège devant les discours du ministre de l'Intérieur sont différentes.

Ils estiment encore qu'il n'y a pas de problème politique en Algérie, mais un problème économique et social. Et *l'Echo d'Alger* reproche au ministre d'avoir, dans son programme, donné justement la priorité au politique.

Les réactions des élus musulmans se concrétisent dans des manifestes. Un premier texte, qui réunit trente-huit signatures, réclame l'intégration pure et simple. Un autre, patronné par l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas et qui réunit quarante-six signatures, réclame l'égalité des droits et proteste contre la répression.

Mgr Duval, archevêque d'Alger, prend pour la première fois une position publique en rappelant les autorités à la stricte observation des règles juridiques dans la lutte contre la rébellion.

Au Parlement français, ce sont les indépendants qui font campagne contre la politique gouvernementale. A la vérité, elle vise plus les négociations avec la Tunisie et la situation au Maroc, où l'on commence à parler du retour de l'ancien sultan, que la situation proprement algérienne. Mais M. Auchet n'en écrit pas moins, dans *la France indépendante,* que ses amis « n'ont aucune confiance dans le rétablissement d'une situation que François Mitterrand a si gravement compromise... Ils souhaitent qu'il s'en aille le plus rapidement possible ».

Le 25 janvier, Mendès France fait adopter par le conseil des ministres la nomination de Jacques Soustelle comme gouverneur général de l'Algérie.

Décision d'une extrême importance aussi bien par ses conséquences immédiates que par ses prolongements lointains. Elle va faire d'un homme jadis voué aux tâches les plus discrètes une vedette discutée de l'affaire algérienne.

Sur le plan concret de la balance des voix, toujours instable en cette période, le président du Conseil va sans doute gagner quelques voix gaullistes pour en perdre quelques-unes chez les radicaux.

Mais Jacques Soustelle est un personnage à plusieurs facettes. S'il est gaulliste, il a aussi une aura d'homme de gauche acquise avant guerre dans le militantisme antifasciste. Et en remplaçant au poste d'Alger un préfet par un homme politique, Mendès France montre que le politique l'emporte à ses yeux sur l'administratif et le policier.

Mitterrand : « L'Algérie, c'est la France »

Or c'est la thèse inverse que soutiennent les Européens, qui ne craignent rien tant que l'ouverture de négociations avec les Algériens. Et très vite, et non sans raison, Soustelle sera soupçonné de nouer des contacts.

Le 3 février a lieu à l'Assemblée le grand débat sur l'Algérie réclamé le mois précédent.

Les députés d'Algérie du premier collège réclament des mesures de répression qui frappent non les exécutants, mais les « dirigeants séparatistes ».

Or ce qui montre à quel point la rébellion qui s'installe pèse sur les élus musulmans, c'est que, s'il en reste un certain nombre pour faire des discours intégrationnistes, l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas, qui ne réclamait encore que l'égalité des droits le mois précédent, se prononce en bloc pour une formule fédérale.


Keystone

◄ Lourd dossier : le dossier algérien ? Edgar Faure tentera vainement de trouver une solution.

Prédécesseur d'Edgar Faure, c'est Mendès-France qui avait appelé Soustelle au poste de gouverneur en Algérie.

POLITIQUE ALGÉRIENNE

Tandis qu'à Paris le problème algérien amorce son évolution politique, en Algérie, sur le terrain, le problème demeure inchangé : maintenir l'ordre. Pour maintenir l'ordre : des renforts. En avril 1955, les effectifs dans l'Aurès et le Nord constantinois, approcheront 100 000 hommes.


E.C.A.

D'autre part, les communistes protestent, cette fois avec virulence, contre la répression gouvernementale.

C'est Mitterrand qui répond au nom du gouvernement. Il réaffirme que « l'Algérie, c'est la France ». Il ne saurait être question d'une fédération avec l'Algérie pour des raisons constitutionnelles. La République est une et indivisible. Il n'est de possible qu'une intégration progressive des droits individuels, tout en maintenant un statut spécial respectant le particularisme. On a dit que cela aboutirait à 150 députés algériens à la Chambre. Ce n'est pas le dessein gouvernemental, compte tenu du fait qu'il existe une assemblée algérienne avec ses attributions propres.

On ne peut dire que ce débat ait été décisif lorsque, trois jours plus tard, le 6 février, le gouvernement Mendès France est renversé par 319 voix contre 273 ; toutes sortes d'autres facteurs ont joué et singulièrement la question du retour au scrutin d'arrondissement, sur lequel le gouvernement a été plus ou moins amené à s'engager.

Les musulmans sont très déçus du départ de Mendès France. Première conséquence du fait que les communistes aient voté contre, *Alger républicain,* organe du parti, est boycotté par la population musulmane.

Les Européens sont plutôt contents, mais ils restent très inquiets pour l'avenir.

Dix-huit jours de crise dans cette période cruciale n'ont évidemment pas aidé à mettre en place les mesures indispensables.

Lorsque le gouvernement Edgar Faure obtient l'investiture, le 25 février, Jacques Soustelle, confirmé officieusement dans son poste, est déjà en place. Arrivé le 15 février à Alger, il est tout de suite parti pour l'Aurès. Au retour, il a assisté à une séance de l'Assemblée algérienne. Il y annonce les mesures acquises sous l'ancien gouvernement — le doublement du budget d'investissement, qui passe à 40 milliards, plus 6 milliards de crédits supplémentaires au budget ordinaire.

Il répète que l'Algérie et tous ses habitants sont partie intégrante de la France une et indivisible, qu'elle est une province, originale, certes, mais réelle.

La politique n'a donc pas changé avec le ministère.

Cependant, la situation générale continue de se dégrader. L'emprise morale des rebelles sur la population s'accroît nettement. Leurs consignes sont suivies. Celle de s'abstenir aux élections notamment. Un scrutin partiel à Constantine donne 58 % d'abstentions.

D'autre part, tout le mois de mars va être nécessaire pour mettre sur pied le projet de loi sur l'état d'urgence. Il est réclamé par les autorités tant civiles que militaires.

Keystone

Bourgès-Maunoury : « Pas de négociations ! »

Si l'on veut éviter la répression aveugle dont se plaignent les élus algériens, il est indispensable de disposer d'un texte qui permette d'assigner à résidence des personnes dont on sait pertinemment qu'elles jouent un rôle dans la rébellion, mais que la justice relaxe faute de preuves absolues.

C'est à Maurice Bourgès-Maunoury, nouveau ministre de l'Intérieur, qu'incombe la charge de mettre au point le texte. Celui-ci limite l'état d'urgence aux zones rebelles. Le ministre, en donnant connaissance du projet de loi, annonce que les rapports entre les communistes et les rebelles sont démontrés.

Le 2 avril, l'Assemblée nationale vote le texte. Il est aussitôt appliqué à l'Aurès, à la Grande Kabylie et à l'arrondissement de Tébessa. La censure sera créée le 23 avril.

Le gouvernement envoie des renforts dans l'Est constantinois : des tabors, des méharistes de la légion et des parachutistes. Le 1er mai, il nomme le général Parlange, spécialiste des affaires indigènes, commandant de la zone en état d'urgence, avec de larges pouvoirs.


Keystone

Jacques Soustelle se passionnera pour sa nouvelle mission dans cette « aimée et souffrante Algérie ». Il plaidera à Paris la cause de ce peuple qui l'a finalement adopté. Sa tentative se soldera par un échec et il sera remplacé par Robert Lacoste.

Mais il est trop tard pour prendre ces mesures ; la rébellion s'est déjà étendue hors des zones définies. En mai, elle a atteint le Nord constantinois, la Kabylie et touche même à l'Algérois.

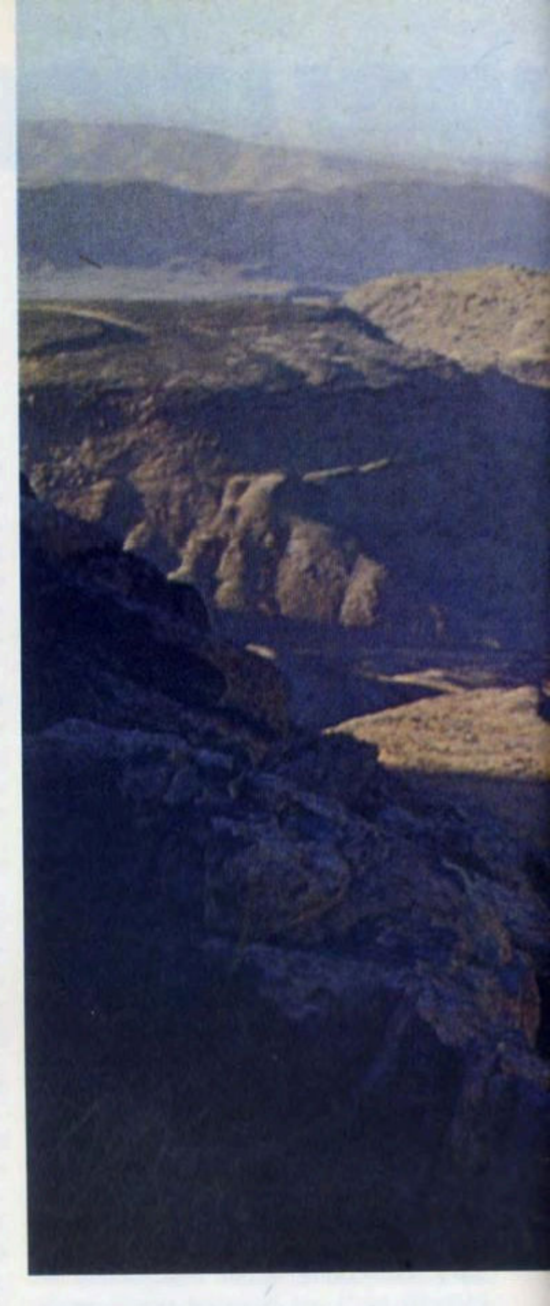
Tout se complique d'une querelle entre le général Cherrière, commandant la Xe région militaire, et Jacques Soustelle. Les maires européens s'agitent devant les attentats qui se multiplient. Bourgès-Maunoury décide, en mai, de se rendre en Algérie pour rassurer les Européens : « Je dois dire qu'il n'y a pas et qu'il ne peut être question d'interlocuteurs ni à l'intérieur ni à l'extérieur de l'Algérie. » Il répétera deux jours plus tard : « Le gouvernement ne recherchera pas d'interlocuteurs valables. »

Mais déjà l'influence des rebelles sur la population fait que les élus musulmans ne sont plus que des partisans apeurés manipulés par les terroristes. H

Serge BROMBERGER

A ALGER : COLOMBES ET ÉPERVIERS





A LA fin du mois de janvier 1955, à Paris, deux intellectuels gaullistes, qui ne s'étaient vus qu'épisodiquement, au cours des mois précédents, chez des amis communs, des résistants, font plus ample connaissance. Jacques Soustelle, ethnologue, est passé directement, en 1940, du Mexique des Aztèques à la France libre de De Gaulle. Vincent Monteil, arabisant, orientaliste érudit et remarquable polyglotte (il parle une quinzaine de langues), a payé de sa liberté, en cette même année 1940, un attachement à de Gaulle qui, depuis, ne s'est jamais démenti : il a en effet été condamné et emprisonné après une tentative malheureuse pour rejoindre, à Londres, les premières forces armées françaises qui combattaient sous le signe de la croix de Lorraine. En 1943, Soustelle a offert à Monteil, officier des affaires indigènes en poste au Maroc, de coopérer avec lui, mais Monteil a refusé. Douze ans après, c'est d'une nouvelle collaboration que parlent les deux hommes.

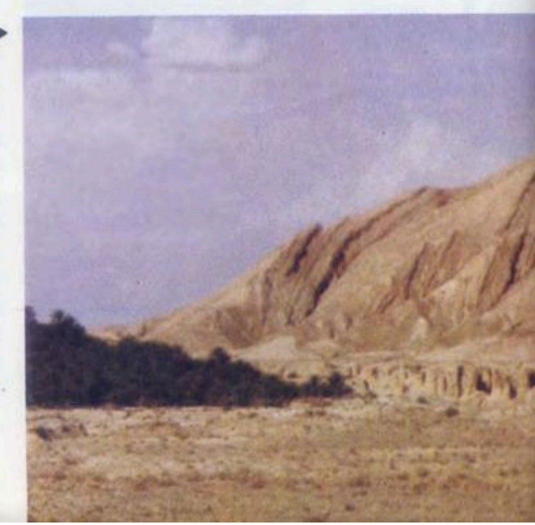
Monteil a quitté, le 8 janvier, ses fonctions au cabinet de Christian Fouchet, ministre des Affaires tunisiennes et marocaines dans le cabinet de Mendès France. Il a cherché à rejoindre à Hanoi le haut-commissaire français, Jean Sainteny, mais le projet n'a pas abouti. Il est donc disponible. Soustelle, quant à lui, tient beaucoup à s'attacher un homme dont il connaît les mérites.

◀ **A l'ambassade de France à Téhéran, le commandant Monteil qui sera, dans le cabinet de Soustelle, l'homme des contacts avec le F.L.N. Après l'arrestation du chef rebelle Ben Boulaïd par la D.S.T., Monteil aura avec lui une entrevue à Tunis.**

Métropole Lalezar

Ben Boulaïd, surnommé « le Renard de l'Aurès » et arrêté en 1955, régnait sur ce coin d'Algérie, aux confins du Constantinois, où sa légende de rebelle et d'homme de cœur avait sauté d'une crête à l'autre. ▶

C'est qu'il a, en vérité, une personnalité peu commune, ce Vincent Monteil. Fils du colonel Monteil, le perspicace auteur de la brochure *Quelques feuillets de l'histoire coloniale* (1924), il a, comme son père, choisi le métier des armes et servi dix ans au Maroc avant d'aller découvrir d'autres horizons. Il a été « observateur militaire français à la trêve de Palestine », à Jérusalem, en 1948 ; attaché militaire à Téhéran de 1950 à 1952 ; attaché militaire à Tri-



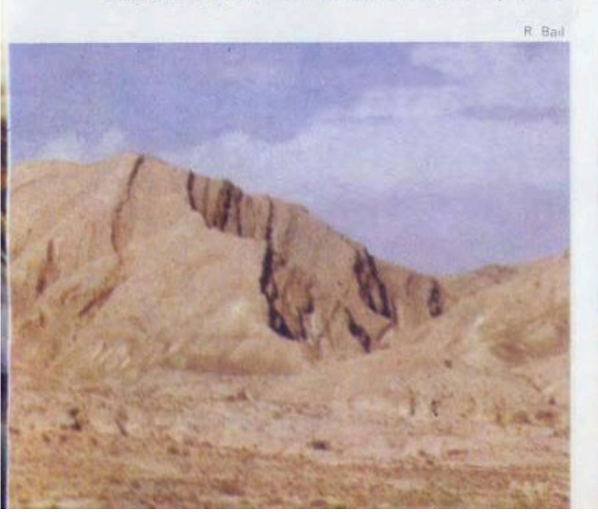
◄ **Dans les replis de ces massifs de l'Aurès, qui semblent désertiques, vit une population chaouïa, dont les villages se confondent avec le sol. Ils en ont la couleur. Ici, souvent, on n'a jamais vu un Européen. Il n'y a pratiquement pas de routes. La sous-administration de l'Aurès fera que l'armée ne disposera de peu de renseignements et que les Chaouïas se feront complices des rebelles.**

R. Bail

poli en 1952-53 ; commandant, en juillet 1953, du dernier détachement de renfort envoyé au « bataillon français de l'O.N.U. », à la fin de la guerre de Corée. Lorsque ce bataillon a été transféré en Indochine, Monteil a pris, à Luc Nam, au Tonkin, la tête du bataillon de marche du 21ᵉ régiment d'infanterie coloniale, puis il est revenu à ses premières amours maghrebines en se faisant affecter, en août 1954, au cabinet de Christian Fouchet et en effectuant, à ce titre, en Tunisie et au Maroc, plusieurs missions spectaculaires et controversées. Il faut dire que, dans sa pensée comme dans son action, Monteil sort des sentiers battus.

Mince, ardent, ascétique et, en même temps, exubérant, il a pour maîtres le mystique Louis Massignon et aussi le politique Charles de Gaulle, qui symbolise à ses yeux l'humanisme français. Au nom de cette double foi, il combat l'injustice, partout où il la trouve, avec une vigueur, une pugnacité et une absence de diplomatie qui lui valent des amitiés indéfectibles et de solides inimitiés. Sa parole vive et sa plume acerbe ont plus d'une fois provoqué, dans les milieux militaires, mouvements divers et tumultes. « Monteil, dit un orientaliste de ses amis, a deux génies : celui des langues et celui de la provocation. » Malheur à celui par qui le scandale arrive ! L'officier Monteil, en dépit de sa compétence, de sa classe et de ses états de service, ►

R. Bail



R. Miraton



face à face Monteil-Ben Boulaïd à Tunis

n'a reçu qu'il y a quelques mois, en Indochine, son quatrième galon.

La réputation de non-conformisme et de courage de l'« enfant terrible de l'armée » n'est pas pour déplaire à Soustelle, qui, à cette date, veut marquer nettement ses options libérales. Entre le gouverneur et le commandant, un contrat est bientôt passé. Chez Soustelle, Monteil sera — officiellement — chef du cabinet militaire et — officieusement — chargé du contact permanent avec ces musulmans dont il connaît si bien la langue et la mentalité. Il ne cache pas à son nouveau patron qu'il entend maintenir, à Paris, ses contacts avec des hommes proches des rebelles algériens tels que l'avocat Pierre Stibbe et le journaliste Robert Barrat, et travailler, à Alger, à créer des conditions favorables pour la libération de quelques-uns des 2 000 nationalistes arrêtés en novembre 1954.

Le meunier de Lambèse

Monteil fait ses bagages pour prendre l'avion avec Soustelle, qui doit faire son entrée officielle à Alger le 15 février, lorsque le télex annonce une nouvelle importante : Mostefa Ben Boulaïd « qui paraît avoir joué un rôle de premier plan dans la préparation de l'insurrection de l'Aurès », vient d'être arrêté, près de Ben Gardane, aux confins tuniso-libyens, et emmené sous bonne garde à Tunis avant d'être transféré à la prison de Constantine. Monteil demande — et obtient — l'autorisation d'aller rencontrer, dans la capitale tunisienne, ce prisonnier de marque. Rien ne vaut, pour l'information, un contact direct, d'autant que le rapport de police qui suit le télex est assez décevant.

Ce document parle de la personnalité — bien connue dès avant l'insurrection de 1954 — du détenu et relate les circonstances de son arrestation. Ancien meunier à Lambèse, domicilié à Arris, marié, père de sept enfants, Ben Boulaïd appartient à une famille honorable de l'Aurès. Mobilisé à Khenchela, dans les tirailleurs algériens, il a combattu, en 1944, sur le front d'Italie et gagné au feu ses galons d'adjudant, avec la croix de guerre et la médaille militaire. Il a dirigé une ligne d'autocars locale Arris-Batna, mais l'administration, inquiète de ses menées nationalistes, lui a retiré, en 1951, sa licence d'exploitation pour la donner au neveu d'un notable profrançais. Il a fait partie du comité central du M.T.L.D. et a été élu, sous les couleurs de ce parti, à l'Assemblée algérienne, en 1948, mais son élection a été annulée. Il entretenait, à cette époque, d'excellentes relations avec le parti communiste algérien.

Membre de l'« Organisation spéciale » du M.T.L.D. et compromis, à ce titre, en 1950, dans le « complot de Pâques » de ce groupe séditieux, il a été

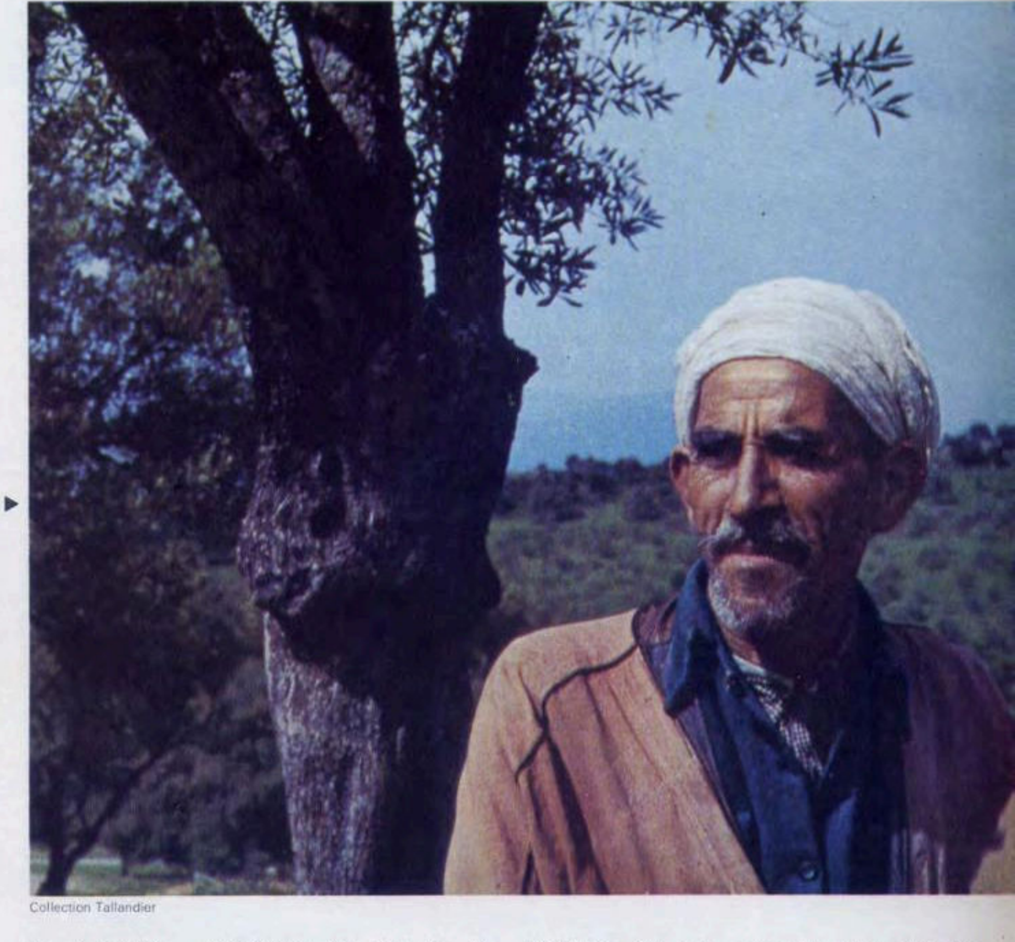


Jacques Soustelle, le président Laquière, le président Abdelkader Saïah (au centre), et le bachagha Ben Taïeb, entre deux séances à l'Assemblée algérienne, où Jacques Soustelle prônera bientôt sa politique d'intégration. Elle sera accueillie avec réserve par les délégués européens et combattue d'emblée par le F.L.N.



René Bail

◀ L'oasis de Négrine. C'est déjà presque la Tunisie. Ben Boulaïd la traversera pour sortir d'Algérie et aller à Tripoli et au Caire réclamer aux rebelles extérieurs, Ben Bella, Aït Ahmed et Khider, de l'argent et des armes. Il sera arrêté avant de les avoir reçus.



Collection Tallandier

Autres dissidents ▶ traditionnels : les Kabyles. Montagnards, jaloux de leurs coutumes, des secrets de leur village, substituant à l'administration française leur « djemaa » (assemblée des notables), ils soutiendront souvent le Front de libération.

emprisonné pendant quelques mois. Il a dû jouer un certain rôle dans la préparation et le déclenchement de la révolte de l'Aurès du 1er novembre 1954 (les services de renseignements français ignorent alors qu'il est, en fait, le chef de la wilaya 1 du F.L.N.).

Le rapport de police explique que Ben Boulaïd cherchait à se rendre à Tripoli et au Caire pour demander des armes à

Keystone



l'organisation extérieure du F.L.N. et qu'il est passé par Gafsa, puis a changé de guide pour tenter de pénétrer en Libye par la route du Sud. Des renseignements obtenus tant de Tunisie que d'Algérie ont permis son interception à la frontière. Il s'est d'abord prétendu Libyen, mais il a très vite reconnu, devant le commissaire Longchamp, de la D.S.T., sa véritable identité. Il portait sur son dos, au moment où il a été appréhendé, un sac contenant des papiers frappés à l'en-tête de l'Armée de libération nationale et des carnets particulièrement intéressants, car leur lecture indique à quel point le F.L.N. de l'Aurès, qui ne compte que 359 combattants, manque d'hommes, d'argent, d'armes et de matériel de télécommunications.

Cette réalité, Ben Boulaïd essaye de la nier devant Monteil lorsque le commandant se trouve seul devant lui, le 16 février, dans une villa de la banlieue de Tunis réquisitionnée par la D.S.T. Le prisonnier tente de « gonfler » le mouvement auquel il appartient tout en se montrant le plus discret possible sur les structures de cette organisation et sur le rôle personnel qu'il y joue (il prétend qu'il n'a jamais porté les armes et qu'il n'est que l' « adjoint organisateur du grand chef Si Messaoud »). Il tente, soit d' « intoxiquer » son interlocuteur, soit d'en dire le moins possible, alors que l'officier français, pour sa part, cherche à en savoir le plus possible. Le jeu est logique, mais il ne rend pas le dialogue facile, même lorsque Monteil, après avoir d'abord employé l'arabe, utilise, dans la conversation, le dialecte des Chaouïas de l'Aurès.

Ben Boulaïd parle de paix

L'atmosphère se dégèle lorsque l'entretien glisse du plan militaire au plan politique. Sur ce terrain, Ben Boulaïd est intarissable, passionné, éloquent. Il dénonce avec véhémence les truquages électoraux de l'ancien gouverneur Naegelen. Il expose toutes les frustrations psychologiques, sociales, politiques, qui ont conduit à la révolte un homme comme lui « et des centaines d'autres ». Il esquisse même, à la fin de l'entrevue, les grandes lignes d'une « solution politique raisonnable, acceptable pour tous, qui pourrait ramener la paix sur cette terre algérienne que nous aimons tous ». Sa sincérité paraît indéniable à Monteil, qui est, en outre, touché par une ultime déclaration du détenu : « Je ne demande rien pour moi-même, mon commandant. Ma vie ne compte pas. Je suis prêt à signer un papier reconnaissant que j'accepte d'être fusillé si ma mort doit sauver l'Algérie ! » ▶

L'armée ratisse l'oasis de Négrine, dans le Sud constantinois. Il ressort des papiers saisis sur Ben Boulaïd après son arrestation que le F.L.N. est à la recherche d'armes et d'argent pour pouvoir continuer sa lutte. Tous les points de passage, près de la frontière tunisienne, sont surveillés.



En apparence, la vie reste, à Négrine, aussi paisible en dépit de la présence de l'armée et des visites des rebelles. Les enfants jouent, vont puiser de l'eau à la fontaine, insoucieux de l'intérêt que les hommes portent soudain à leur univers familier.

René Bail

le rapport de Monteil : réformes immédiates

De retour à Alger, Monteil expose à Soustelle les conclusions qu'il a, personnellement, tirées de ses échanges de vues avec Ben Boulaïd :

1) Il ressort des aveux mêmes du rebelle et des papiers saisis sur lui que la situation militaire, dans l'Aurès, est beaucoup moins inquiétante qu'on ne le croit souvent à Alger et à Paris. Les relations entre le F.L.N. de l'intérieur et ses appuis à l'étranger sont précaires, pour ne pas dire presque nulles ;

2) La situation politique, en revanche, est grave, et elle le deviendra de plus en plus si on ne prend pas d'urgence des décisions « susceptibles de sauver le présent et de préparer l'avenir » ;

3) Il faut établir un dialogue direct non seulement avec toutes les personnalités représentatives de l'opinion musulmane, mais avec les divers nationalistes détenus — Ben Boulaïd et d'autres — pour que Français et Algériens examinent ensemble comment faire entrer dans les faits, très vite, la première mesure qui s'impose : l'application intégrale du statut de l'Algérie de 1947, qui, jusqu'ici, a été purement et simplement saboté.

Soustelle enregistre sans protester ces propos, mais se montre avare de commentaires. Monteil, qui tient à préciser

Vital Paris Match



Marcel-Edmond Naegelen, gouverneur de l'Algérie avant Roger Léonard. Administrateur de grande qualité, mais dont le rôle dans les élections d'avril 1948 fut violemment critiqué par les nationalistes. Après novembre 1954, un délégué à l'Assemblée algérienne, Ahmed Francis, appellera ça une « tragique farce ».

Photo René Bail

ses positions par écrit, remet à son chef, le 22 février, une note d'une page — dont il conserve un double — intitulée *Pour une solution pacifique du mouvement rebelle dans l'Aurès.*

Contacts : oui ! Négociations : non !

Il insiste sur l'impérieuse nécessité d'interdire, sur le terrain, les « ratissages de l'armée » car « la destruction physique des bandes — en admettant qu'elle soit possible avec les moyens actuels — laisserait une amertume durable ». Il propose de « rencontrer sans intermédiaire » certains prisonniers de novembre pour « leur demander ce qu'ils veulent exactement ». Développant sa pensée, il conclut en ces termes : « Il paraît nécessaire de préparer les voies à une négociation inspirée — et, bien entendu, adaptée — du type tunisien. »

Soustelle renvoie à l'expéditeur ce texte annoté au crayon bleu. En face de la phrase « rencontrer sans intermédiaire les prisonniers de novembre », il a écrit : « Oui, les voir », mais, en face de la phrase sur la « négociation de type tunisien », il a marqué : « Non, Algérie différente de Tunisie. » Cette nuance est révélatrice. Le libéralisme de Soustelle à l'égard des musulmans ne va pas jusqu'à amener le gouverneur à établir une équivalence entre la « personnalité tunisienne » et la « personnalité algérienne », car une telle assimilation irait à l'encontre de sa doctrine fondamentale : l'intégration de l'Algérie à la France.

Monteil, tenace, ne renonce pas à son projet de contacter personnellement les chefs de la rébellion tombés entre les mains des forces françaises. Il profite d'une tournée en Kabylie, du 6 au 10 mars 1955, pour rencontrer, dans les locaux de la police de Tizi-Ouzou, un prisonnier capturé le mois précédent, un jeune adjoint de Krim Belkacem, Ali Zamoun, qui, le 2 décembre 1954, a attaqué un car appartenant à un gros transporteur et homme d'affaires de Kabylie, Tamzali (1). Les propos que lui tient Zamoun rejoignent ceux que lui avait tenus Ben Boulaïd et le renforcent dans sa conviction qu'il est encore possible de trouver une solution au drame algérien grâce à une négociation avec les leaders nationalistes, y compris ceux qui se battent. Soustelle récuse catégoriquement ce point de vue : « Mon cher Monteil, Alger n'est pas Tunis. »

Un peu déçu, le chef du cabinet militaire de Soustelle accomplit néanmoins consciencieusement sa mission d' « ouverture » vers les milieux musulmans plus ou moins nationalistes. Ses tentatives de dialogue avec les étudiants sont assez peu fructueuses car, à l'université, les jeunes nationalistes durcissent leur attitude (à l'occasion de la « journée anticolonialiste » du 21 février, l'Union générale des étudiants musulmans algériens a — ouvertement à Paris, clandestinement à Alger — proclamé sa solidarité avec les combattants des maquis). Monteil est plus heureux avec les leaders des ulémas car, son amitié avec Massignon lui ouvre toutes les portes.

Monteil et les ulémas

Il rend visite, à Saint-Eugène, au vieux cheikh El-Okbi, l'un des pionniers du réformisme musulman en Algérie. Il voit aussi beaucoup le cheikh Kheireddine et le directeur du journal *Al-Basâir,* Toufik El-Madani. Tous insistent sur un point à leurs yeux essentiels : dans le cadre d'une application enfin totale du statut de

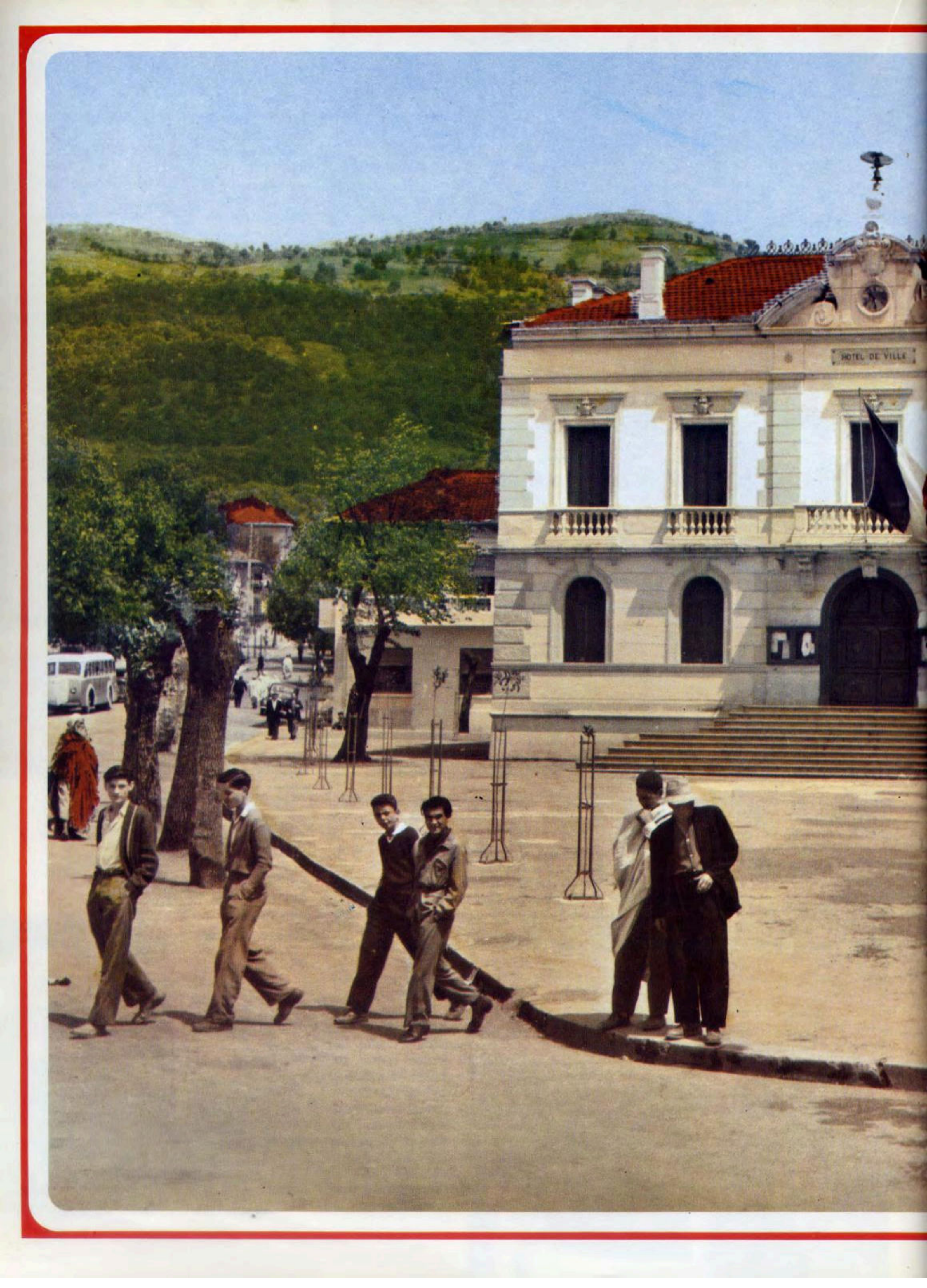
(Suite page 114.)

(1) En dépit d'une pathétique plaidoirie de son défenseur, Me Stibbe, qui fait valoir que si le groupe armé commandé par Zamoun a incendié le car, il a fait préalablement descendre le chauffeur et les passagers, et n'a tué personne, Ali Zamoun sera, le 16 septembre 1955, condamné à mort par un tribunal militaire, mais il ne sera pas exécuté. Il est, aujourd'hui, directeur de la formation professionnelle au ministère du Travail algérien. Son frère — plus connu sous le nom de Si Salah — deviendra, en 1960, chef de la willaya 4 (Algérois) et sera secrètement reçu à l'Elysée par le général de Gaulle, le 10 juin 1960.

Mostéfa Ben Boulaïd, qui fut à l'origine de la rébellion dans l'Aurès. Ancien adjudant de tirailleurs, ayant gagné ses galons au feu, Ben Boulaïd, meunier à Lambèse, passe très tôt à la dissidence. Il sera arrêté par les services français, entre la Tunisie et la Libye, en 1955.



Collection Yves Courrière


HOTEL DE VILLE


TIZI-OUZOU
(Grande Kabylie)

Gouvernement général : luttes intestines autour de Soustelle

(Suite de la page 111.)

1947, il faut assurer la pleine indépendance du culte musulman, de façon que la séparation entre l'Eglise et l'Etat soit aussi effective en Algérie qu'en France.

Il faut aussi que l'arabe, reconnu comme seconde langue nationale après le français, soit largement enseigné à tous les niveaux — primaire, secondaire et supérieur. De telles revendications paraissent légitimes à Monteil, mais Soustelle les rejette, car elles lui semblent dégager un parfum de cléricalisme qui choque ses sentiments laïcs de Français de gauche.

En revanche, le gouverneur autorise le chef de son cabinet militaire à maintenir la liaison avec les dirigeants du parti de Ferhat Abbas — en particulier Ahmed Francis — et avec certains chefs de file des deux courants qui se disputent l'héritage politique du M.T.L.D. : les « centralistes » (membres du comité central du M.T.L.D. qui ont rompu, en 1953, avec Messali Hadj) et les « messalistes », toujours fidèles au vieux leader. Monteil reçoit aussi bien un porte-parole « messaliste » comme l'avocat Ouagouag, président du Comité de solidarité aux victimes de la répression, que des « centralistes » comme Hadj Cherchali, comme le conseiller municipal d'Alger Abderrahmane Kiouane, l'avocat qu'il a fait libérer, ou comme Ben Youssef Ben Khedda, l'ancien secrétaire général du M.T.L.D. emprisonné en novembre 1954, auquel il va rendre visite à la prison de Barberousse. Soustelle, cependant, ne cesse pas de prêcher la circonspection à son bouillant adjoint et de lui rappeler à toute occasion que « le contact n'est pas la négociation ».

« Gauche et droite du gouverneur »

Vincent Monteil ne se contente pas, cependant, de « sonder les cœurs » des vedettes politiques musulmanes. Il veut connaître les sentiments de la base, de la masse, des obscurs, des humbles. C'est dans cet esprit qu'il aide l'ethnologue Germaine Tillion, entrée, elle aussi, début mars, au cabinet de Soustelle, à préparer la constitution de « centres sociaux » qui prendront en charge certains musulmans particulièrement déshérités.

Germaine Tillion et lui-même établissent un contact permanent avec le curé de Hussein-Dey, l'abbé Jean Scotto, et avec le Groupe d'action sociale, qui travaille avec lui. Animée par des membres du Service civil international et par de jeunes chrétiens et de jeunes musulmans — garçons et filles —, cette communauté s'occupe notamment de l'assistance aux habitants du bidonville de Hussein-Dey que les Européens nomment Berardi et les musulmans Bou-Bsila. Les rapports entre ces équipes charitables et le chef du cabinet militaire de Soustelle provoquent cependant des drames politiques, car certains dirigeants de la police ne manquent pas de signaler à Soustelle que le bidonville de Berardi est en train de devenir une « terre



Ready Mount





Au milieu des jardins tropicaux, le palais d'Été, résidence des gouverneurs de l'Algérie, situé sur les hauteurs d'Alger, devant l'incomparable paysage de la baie et de la ville en gradins.

Le Caire, qui ne tardera pas à devenir la base extérieure de la rébellion algérienne. C'est au premier étage d'un immeuble rue Fouad que Ben Bella ouvre un bureau de recrutement.

d'asile » pour des rebelles clandestins « qui agissent là avec une impunité d'autant plus grande qu'ils savent bien qu'ils sont protégés en haut lieu et même par le cabinet du gouverneur ».

Cette affaire est une de celles qui cristallisent le plus, au sein du cabinet de Soustelle, le conflit entre deux clans que les initiés appellent bientôt la « gauche du gouverneur » et la « droite du gouverneur ».

La « gauche du gouverneur », c'est Vincent Monteil et Germaine Tillion, le préfet Jacques Juillet, nommé à ce poste à la demande de Mendès France. La « droite du gouverneur », celle qui proteste de plus en plus ouvertement contre les « imprudences coupables » de Monteil, c'est l'ancien sous-directeur des renseignements généraux Henri-Paul Eydoux, chargé de mission pour les affaires politiques. Ancien fonctionnaire du gouvernement général avant 1939, ancien du B.C.R.A. (Bureau central de renseignement et d'action), où il a déjà servi pendant la seconde guerre mondiale sous les ordres de Soustelle, Eydoux a deux passions : les abbayes cisterciennes et les services spéciaux. Policier redoutable, il prête une oreille de plus en plus complaisante aux thèses et aux avis de son collègue Achiary qui, dix ans plus tôt, a été, en tant que sous-préfet de Guelma, l'un des artisans de la dure répression des troubles du Constantinois, et qui préconise toujours des « méthodes dures » pour lutter contre la rébellion.

Dans l'entourage de Soustelle, le « clan de gauche » et le « clan de droite » se livrent une guerre sourde que cherche à limiter — mais sans beaucoup de succès — le colonel Constans. Cependant, au fur et à mesure que la guerre se poursuit et s'intensifie, que le fossé se creuse entre la communauté européenne et la communauté musulmane et que les passions, de part et d'autre, se font plus brûlantes, il semble que la gauche perde, vis-à-vis de Soustelle, du terrain au profit de la droite.

Le 28 mars, Monteil marque un point en faisant discrètement rencontrer à Soustelle, au palais d'Eté, une délégation algérienne savamment dosée puisqu'elle comprend un leader de l'Union démocratique du Manifeste algérien, Ahmed Francis, le cheikh Kheireddine, représentant des ulémas, le « centraliste » Hadj Cherchali et le « messaliste » Ouagouag. Ce succès, cependant, est fragile, car Soustelle, réservé, méfiant et toujours décidé à ne pas confondre contact et négociation, ne parvient pas à convaincre ses interlocuteurs algériens que l'état d'urgence qui va entrer en vigueur dans le pays n'empêchera pas « le dialogue avec les musulmans raisonnables » qui y seront prêts. **H**

P. LENTIN



Photo René Bail

▲ Les vieux Kabyles descendus de leur montagne pour aller à la ville la plus proche toucher leur retraite de garde champêtre ou d'ancien combattant. Dans cette Kabylie faiblement peuplée d'Européens, où aucun écran n'existe entre la population et le F.L.N., la pression de Krim Belkacem l'emportera.

KABYLIE :

L'HEUR

En Kabylie — de novembre 1954 à ce mois de février 1955 — un homme développe et structure le tout jeune F.L.N. Il étoffe les maquis, rassemble hommes et armes. Il s'appelle Krim Belkacem. Il a déjà une longue expérience de la vie clandestine. On l'appelle le plus vieux maquisard d'Algérie. Sa révolte — personnelle — date de 1946, peu après les émeutes de Sétif.

En 1946, Krim Belkacem a 24 ans. Il adhère déjà au P.P.A.-M.T.L.D., et doit surveiller la campagne électorale et le scrutin dans sa région.

Sa famille ignore tout de ses options et de son engagement. Son père, ancien caïd, continue d'avoir d'excellents rapports avec les autorités françaises. Il est devenu chef de la *djemaa* (assemblée élue des sages du village qui doit régler

Élections ▶ en Kabylie, où quelques Européens et la masse des Kabyles se retrouvent devant les urnes. Les uns et les autres gardant le secret de ce qu'ils ont inscrit sur leur bulletin de vote. Conscients aussi de l'inanité de ces élections « truquées ».

Photo René Bail

DE KRIM BELKACEM



◀ Omar Ouamrane, adjoint de Krim, colonel de l'A.L.N., ex-sergent dans l'armée, a pris le maquis depuis 1945.



Krim Belkacem, ▶ chef de la wilaya de Kabylie. Il a fait ses premières armes dans les chantiers de jeunesse.

les différends qui surgissent, en évitant d'avoir recours à la justice).

Le vieux père de Krim Belkacem, s'il ne remet pas en cause le statut de l'Algérie, use de toute son influence pour défendre les intérêts de ses concitoyens.

Un autre caïd de la région, en exercice celui-là, est le propre cousin de Krim. C'est un caïd « nouvelle vague ». Intrigant et intéressé, il méprise, en fait, la population de son village « un troupeau de moutons dont je fais ce que je veux », dit-il.

Il propose à Krim de faire partie de ses protégés. Il lui fait miroiter un bon travail et un bon salaire. Mais à la condition qu'il l'aide à démasquer les militants nationalistes qu'il pourrait connaître, afin de les livrer à la gendarmerie.

Il se trompe de porte !

Le jeune Belkacem est délégué du M.T.L.D. ; son travail de propagande et de recrutement est très efficace.

Avec ce même cousin caïd, il se heurte une première fois, le jour des élections de 1946. Le caïd a organisé une mission de ramassage des citoyens afin de les faire bien voter. Parvenue devant le bureau de vote, la population refuse d'y entrer. Le caïd ne comprend pas.

Le téléphone kabyle

Krim observe de loin et sourit, car l'opération semble réussir ; ses ordres ont été : « Ne votez que si je vous en donne l'ordre. » Alternant la prière et la menace, le caïd s'adresse à la foule des électeurs. Il promet monts et merveilles s'ils sont disciplinés, demande de se détourner des oiseaux de mauvais augure, parle de sanctions et finit par ordonner de remplir illico le devoir électoral.

Personne ne bouge. Le caïd, de plus en plus inquiet, fait appel aux forces de l'ordre. Il y a quelques altercations.

Krim est satisfait du camouflet infligé au caïd et à l'administration et estime positif le test auquel il s'est livré pour juger de son influence. Il donne le feu vert ostensiblement et ne sera pas inquiété.

Mais le caïd a plus d'un tour dans son urne !

Le douar a bien voté...

Rentrant chez lui, Belkacem trouve son père hors de lui :

— Jamais la famille Krim n'a été contre la France ! Et ce n'est pas mon fils qui va commencer. Occupe-toi donc de mes figuiers et des champs au lieu de monter les gens contre l'autorité !

— Mais ils sont malheureux, on doit les tirer de là !

— C'est ce maudit Messali qui t'a fourré ces idées dans la tête ! Va-t'en et fais ce que tu veux ! Mais tu n'apporteras que le malheur. Sur toi, sur nous, sur la population.

Cette dispute a des répercussions dans le village. Des scènes identiques se déroulent dans d'autres familles.

« Par le téléphone kabyle », la gendarmerie est, elle aussi, très bien informée. Depuis quelque temps déjà elle avait l'œil sur le jeune Belkacem. Elle décide ▶

Les agents de la police urbaine, premières victimes désignées du F.L.N. Tout ce qui porte un uniforme : gardes champêtres, gendarmes, agents, est visé. C'est ainsi que le F.L.N. va isoler la population musulmane de l'administration française et priver l'armée du renseignement qui lui est nécessaire pour affronter la guérilla à laquelle elle est contrainte. L'emprise de Krim sur la Kabylie remonte à 1946.





A. Kalha



© Berretty Rapho

os

ur

so

co
qu
m
m

les

fo
et
te
su

Amar Ouamrane "le petit sergent" qu'on appelait aussi "l'égorgeur"



La femme kabyle, gardienne d'un foyer vide. Que l'homme soit au maquis ou dans une usine, sa solitude reste sa solitude, cernée par la guerre.

J.N. Pouyot



Ce paysage, que Krim Belkacem parcourra, à pied ou à dos de mulet, pour propager la bonne parole de la rébellion et organiser sa Kabylie natale en wilaya 3.

de l'arrêter, mais le vieux Krim dit aux gendarmes que, ce jour-là, son fils est absent. Il est dans un village distant de vingt kilomètres et profite d'un jour de marché pour faire de la propagande en compagnie de quelques camarades.

Les gendarmes appréhendent tout de même quatorze hommes connus pour leurs sentiments nationalistes.

Informé des événements dès son retour, au lieu de se cacher, Krim va de maison en maison, de ferme en ferme et ordonne à tous : « Demain chez l'administrateur de Dra-el-Mizan ! On fera relâcher les prisonniers. Prévenez les douars voisins. Je serai avec vous. Nous allons nous asseoir par terre et nous ne bougerons pas jusqu'à la libération de nos frères. Nous resterons assis tant qu'il le faudra. »

Le lendemain, à la tête de plusieurs centaines de paysans, femmes et enfants, Krim Belkacem arrive à Dra-el-Mizan. Son père, de son côté, a fait aussi le voyage. Il veut éviter le pire, et il pense que sa seule intervention peut peut-être suffire à faire délivrer les quatorze prisonniers.

Mis devant le fait accompli le vieux sage n'a pas tenté de décourager cette manifestation somme toute pacifique. Tandis que la foule silencieuse envahit la cité jusqu'aux abords de la commune mixte, le vieux Krim parlemente :

— Il faut libérer les hommes, monsieur l'administrateur. Ils n'ont rien fait.

L'administrateur propose un marché inattendu :

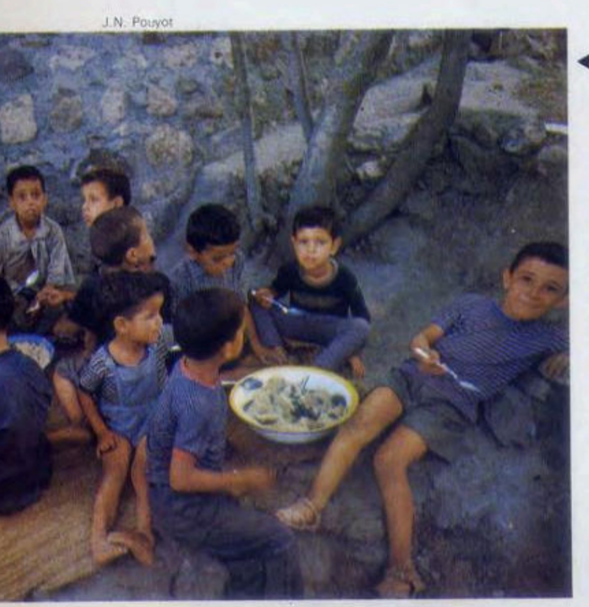
— Si nous relâchons les hommes, pouvez-vous nous garantir que votre fils ne fera plus de politique ?

L'ancien caïd lève les yeux au ciel mais veut bien promettre qu'il fera tout son possible.

Ayant quitté la sous-préfecture, il traverse la foule anxieusement. Il croise son fils :

— Allez ! va. Dis à « tes » hommes

J.N. Pouyot



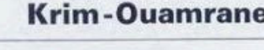
Pour les enfants, l'heure n'a pas encore sonné, qui déclenchera dans chaque petit village les horreurs de la guerre. Les rebelles, la nuit, et la France, le jour, les écoles brûlées, les maisons « bouclées », l'alerte permanente des civils, pris entre deux feux. Le F.L.N. utilisera les enfants comme guetteurs, les « choufs », ou comme agents de liaison.



J. N. Pouyot

que tout est arrangé. Ils seront libérés demain matin.

L'administrateur tient parole : les quatorze hommes sont libérés, mais devant l'impuissance de son père à contraindre Belkacem à renoncer à la politique, il décide qu'on fera un procès au « meneur » pour atteinte à la souveraineté de l'Etat. Krim est un prévenu libre. Il en profite pour aller à Alger avant la date du procès afin de demander conseil à ses dirigeants. Ceux-ci lui laissent la faculté d'apprécier l'opportunité qu'il peut y avoir à déférer ou non à la convocation des juges, qui, après tout, n'ont pas de graves délits caractérisés à lui reprocher justifiant une inculpation.

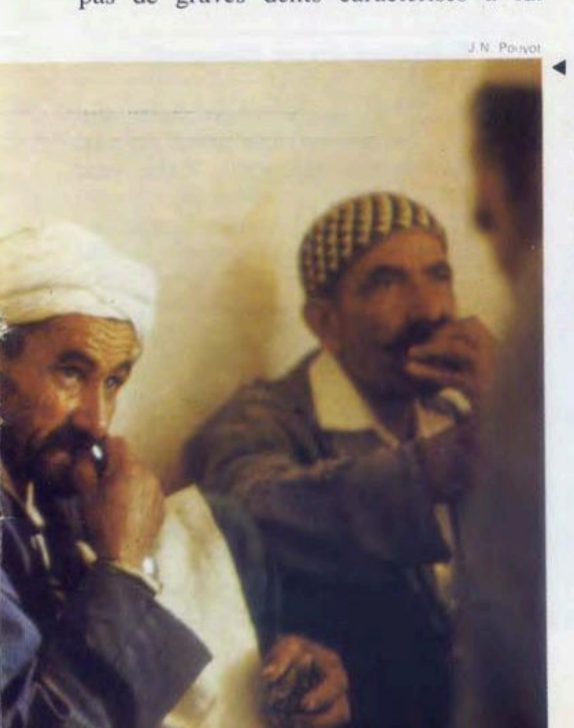


Le tandem Krim-Ouamrane

Le procès est fixé au 23 mars 1947. La veille, Krim prend le maquis (sept ans avant le déclenchement de la révolution). Il est nommé chef de région du P.P.A. Contre lui, la police et l'armée engagent une course-poursuite acharnée. Mais Krim bénéficie d'un réseau de protections très efficace. Pendant un an, il organise 1 900 militants... par cellules de quatre hommes. Les *choufs* (guetteurs) le préviennent de tout danger et les militants des villes et des villages lui assurent refuge et nourriture.

Un ancien sergent de l'armée française devient son adjoint ; il s'agit d'Ouamrane Omar, un colosse à l'air méchant et tout aussi rusé que son nouveau chef. Les deux hommes entreprennent une longue préparation psychologique de la population, qu'ils endoctrinent en vue du « grand jour », bien qu'ils en ignorent toujours la date et qu'ils ne sachent même pas si les dirigeants d'Alger l'entendent de la même façon. Qu'importe ! Krim devance l'événement et se prépare.

Il n'est plus question pour lui de tenir ▶



J. N. Pouyot

◀ Sous un porche, deux bancs, sur lesquels viennent s'asseoir les hommes qui restent. Ils forment l'assemblée des notables, qui prend les décisions concernant le village.



J. N. Pouyot

Sous ces toits de tuiles romaines, usés par le soleil et les années, on ne saura jamais quel aura été le drame intime, né de la guerre, de chaque montagnard kabyle. ▶

Krim, l'homme révolté, vétéran des maquis

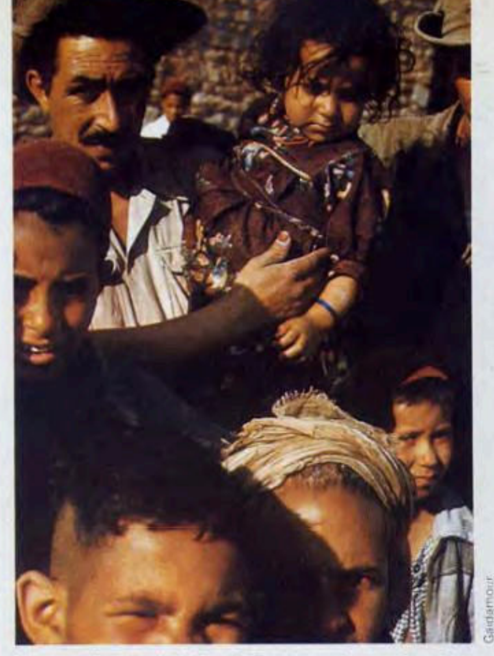
des meetings sur les places publiques, mais les jours de fête musulmane ou de circoncision, les familles invitent à leur table « les patriotes » qui, au dessert, y vont de leur petit discours et de leur quête pour « la cause ». Certaines familles donnent des bijoux, que Krim confie à un agent de liaison qui va les vendre à Alger ou à Constantine.

Les autorités s'inquiètent. Elles créent des milices kabyles qui pourchassent les maquisards et font quadriller les douars. Mais la Kabylie, c'est grand... et Krim, marcheur infatigable, est insaisissable. On le condamne tout de même pour la forme et par contumace à plusieurs peines de mort et de travaux forcés à perpétuité.

Cela ne le décourage pas. Il décide de passer à l'action. Il veut d'abord régler leur compte à ces hommes, Kabyles comme lui, qui acceptent les missions dont les chargent les autorités. A la tête d'un commando il tend une embuscade au garde champêtre Aomar Mohamed qui est abattu.

C'est le coup de tonnerre en Kabylie. Krim a franchi une nouvelle étape. Il est passé à la lutte armée.

Il a aussi dérangé les plans légalistes ou, à tout le moins, attentistes du M.T.L.D. On le lui fait savoir. Il est convoqué par le parti, d'abord à Bordj-Ménaïel, puis à Alger, pour être sermonné. Les dirigeants, et en premier lieu Messali, s'émeuvent de son indépendance et de l'importance que prennent les Kabyles par rapport aux Arabes dans la révolution.



Les maquisards de Krim Belkacem, qu'on peut confondre avec des supplétifs engagés dans l'armée française, reviennent dans leur village, le plus souvent la nuit.

On l'informe qu'il est muté dans l'Aurès et qu'il doit tempérer son ardeur. Ses maquisards regagneront Alger.

Les résultats ne sont pas probants en Kabylie pour le M.T.L.D. Ses chefs partis, après l'effervescence qu'ils y faisaient régner, les vieux mots d'ordre de propagande et de patience paraissent dérisoires. Et, rapidement c'est toute l'organisation qui s'écroule.

Après quelques mois de flottement, les dirigeants décident de renvoyer Krim et Ouamrane en Kabylie. Ceux-ci sont atterrés par la situation qu'ils découvrent : la quasi-totalité des militants et des sympathisants qui étaient demeurés sur place a été arrêtée. La plupart sur dénonciation de la population. Les milices ont pris de l'importance et la P.R.G. (police de renseignements généraux) est sur les dents avec des effectifs renforcés.

Les membres de l'O.S. (Organisation spéciale, clandestine du P.P.A.-M.T.L.D.) ont suivi toute l'affaire à leur corps défendant. Les atermoiements de la direction du parti leur démontrent à satiété qu'il ne faut plus en attendre d'ordres cohérents et les renforcent dans l'idée qu'il faut précipiter les préparatifs de la guérilla. Auparavant, ils avaient eu tendance à se méfier quelque peu de Krim en raison de son grand attachement à Messali. Mais, dans ce domaine, Krim évoluait et, surtout, il avait fait ses preuves sur le terrain. L'O.S. décide de lui faire confiance et de le mettre dans certaines confidences. Les confidences, ce sont les projets de court-circuitage du parti et la préparation de l'action armée sur le territoire algérien.

Il avait montré le chemin

La vocation de l'O.S., depuis de longues années, était de s'armer, d'apprendre à se battre et... de se battre enfin. Or si les deux premiers points de son programme avaient été respectés, il n'était toujours pas question du troisième. L'O.S. s'était, certes, livrée à quelques attentats, mais sans importance réelle. Elle avait formé des groupes de spécialistes en explosifs, mais les spécialistes, désœuvrés, piaffaient d'impatience et les explosifs étaient enfouis sous terre. Et Krim avait montré le chemin.

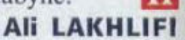
André Malraux a parlé quelque part des « chaînes qui libèrent ». En Algérie, c'est la répression qui a accéléré le processus du déclenchement.

Un groupe de cinquante hommes vient grossir l'état-major de Krim dans les montagnes kabyles tandis que d'autres rejoignent l'Oranie.

Rupture avec Messali

Krim affirme que « ses militants sont tous pour l'action ». Mais avant de passer délibérément aux actes, Krim veut rencontrer Lahouel et Messali. Il sort triste et écœuré de cette entrevue. Pas seulement parce qu'il pense que « le vieux n'est plus dans le coup », mais parce que l'heure de la séparation d'avec son idole a sonné. Elle est dure, cette séparation ! C'est par Messali qu'il a été éveillé au nationalisme et c'est par lui que le cours de sa vie a été définitivement changé. Et à présent il faut le renier, continuer sans lui, jeter sa photographie qui ne le quittait jamais.

La grande aventure est entamée. Plus décidé que jamais, Krim revient à son vieux maquis de Kabylie.



Ali LAKHLIFI

E.C.A



E.C.A



Les premières prises de guerre de l'armée donnent une idée de la pauvreté de l'armement des rebelles. Des fusils de chasse, des cartouches, des « LRAC » (lance-roquettes antichars) qui ne serviraient sans doute pas en Kabylie.

1954, en Algérie, mettra un terme au tourisme. Les eaux brûlantes de Hammam-Meskoutine, 94 °C. Le nom signifie « le bain des damnés ». La légende veut que Dieu ait pétrifié un couple incestueux, à Hammam-Meskoutine (18 km de Guelma).

M.E. Boucher

SOUSTELLE ET L'AURÈS



E.C.A.

Dans l'Aurès, les opérations de police se poursuivent : fouilles, ratissages, villages encerclés. Ici, une A.M.L. (automitrailleuse légère) surveille un village qui vient d'être « bouclé ». Tous les habitants sont identifiés, tenus de sortir de leur maison, et chaque maison est fouillée de fond en comble. Des rebelles peuvent se « planquer » chez l'habitant.

C'EST à peine quatre jours après sa prise de fonctions à Alger que le gouverneur général Jacques Soustelle s'envola du terrain de Boufarik pour accomplir dans le Sud constantinois son premier voyage. La rapidité d'une telle décision soulignait l'urgence qu'il y avait à prendre sur place une exacte mesure de ce qui n'était encore appelé que « les événements d'Algérie »... Pour apparaître circonscrits dans un espace relativement limité, ces derniers n'en faisaient pas moins figure de plaie vive sur laquelle tout remède employé jusque-là s'était montré sans effet ni portée.

A la fin de février 1955, la flambée de terrorisme qui a momentanément paru submerger l'Algérie tout entière n'a pas tout à fait quatre mois de date. Le 1er novembre précédent, et d'un bout à l'autre du territoire, l'insurrection s'est allumée ▶

à un problème local une méthode adaptée

comme un feu d'essence dont les flammes ont brillé d'un éclat très vif avant de retomber assez rapidement. Une seule subsiste dans le Constantinois, où la rébellion se maintient et paraît se durcir. Encore faut-il remarquer que cette rébellion n'affecte qu'une partie du département assez nettement délimitée par le massif de l'Aurès et son prolongement déjà saharien des Nemencha, avec, comme complément, une frange isolée beaucoup moins étendue aux environs de Souk-Ahras et de Condé-Smendou.

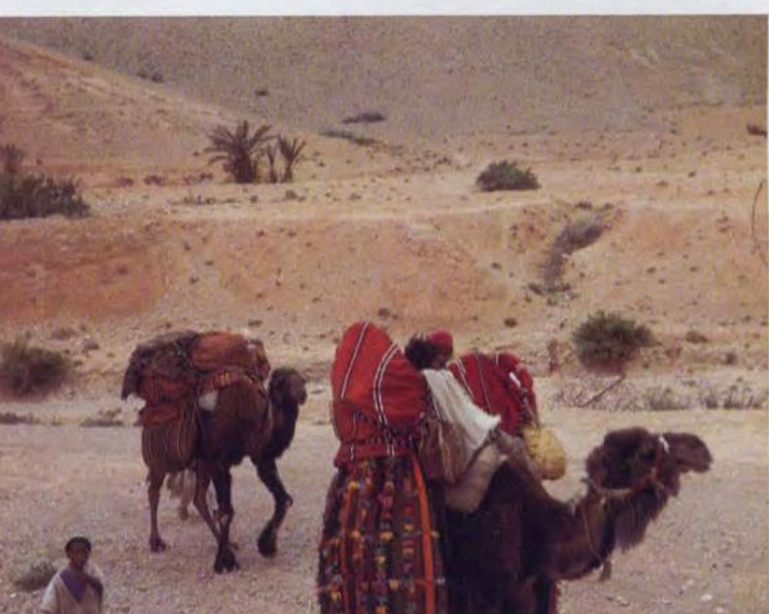
Vue de l'extérieur, l'action rebelle ne paraît relever que du terrorisme ou du simple banditisme : incendie de maisons forestières, destruction d'écoles, attentats contre les personnes par assassinats ou mutilations spectaculaires, embuscades visant des éléments isolés, tous actes de caractère anachronique et à tout prendre ponctués dont l'ensemble fait figure de désordre, et de désordre sanglant.

Face à lui, la nécessaire parade mise en œuvre reste conçue dans une perspective unique : *le maintien de l'ordre*. Ce dernier n'apparaît que comme une conception réflexe ne contenant aucune arrière-pensée proprement politique. Car si les responsabilités du nationalisme extrémiste (et notamment celles du C.R.U.A. fraîchement découvert) ne sont pas mises en doute, elles ne sont cependant appréciées qu'au ras du sol, sans que soient, semble-t-il, envisagées l'éventualité d'une audience plus vaste, et moins encore la possibilité d'un téléguidage extérieur.


M. E. Boucher

Les paysans de l'Aurès : laboureurs de pierres, avec leurs charrues venues du fond des âges et leurs attelages misérables. Jusqu'aux vêtements qui semblent issus d'un lointain Moyen Age, quand le paysan s'appelait « serf ».

Étrange calèche, avec des pneus et des couleurs qui évoquent celles du F.L.N. Dans cette rue de Batna, la façade d'une imprimerie « sous-titrée » en arabe. Est-ce bien utile ? La plupart ne savaient pas lire.


M. E. Boucher

Dans les gorges d'El-Kantara, une caravane de nomades. Pendant des kilomètres, les pierres, le silence et le ciel aussi vide que l'horizon. Pour ces gens, que signifient les mots « pacification », « état d'urgence » ?



Le colonel Constans, chef du cabinet militaire de Soustelle et qui l'accompagna dans son premier voyage dans l'Aurès, en février 1955.

Qu'une telle conception ait pu être entretenue dans d'aussi étroites limites ne saurait, à l'époque, surprendre tout à fait. Depuis 1830, l'histoire de l'Algérie n'a pas manqué de donner de nombreux exemples de semblables désordres, et s'il est bien sûr qu'en 1954 il n'est plus personne qui se souvienne du pronostic désabusé du maréchal Bugeaud — selon qui la guerre en Algérie ne serait jamais totalement finie et recommencerait tôt ou tard —, chacun se rappelle la révolte de Kabylie en 1871 et, plus encore, celle de Sétif en 1945. De l'une comme de l'autre une répression sans faiblesse est venue assez rapidement à bout et ce double précédent ne peut pas ne pas peser sur les esprits.

Très rares, trop rares, sont ceux qui font déjà un rapprochement avec ce qui s'est passé en Indochine, et s'il n'est pas douteux qu'une telle pensée traverse parfois l'esprit des cadres les plus jeunes, dont un grand nombre a servi en Extrême-Orient, elle n'est absolument pas partagée par leurs aînés — parfois jusqu'aux échelons les plus élevés —, soit que ces aînés n'en aient pas l'expérience, soit qu'ils ne voient pas de rapport entre une situation lointaine, considérée par eux comme de caractère proprement colonial, et celle qui se déroule sur un territoire français.

Le caractère impénétrable du terrain où se manifeste la rébellion donne au banditisme d'extraordinaires facilités et le milieu humain dans lequel elle se maintient est justement celui du bloc berbère des Chaouïas, jalousement fermé en même temps que livré à l'anarchie traditionnelle de ses *çofs* (1). Si de telles conditions rendent la tâche du maintien de l'ordre plus malaisée, elles ne paraissent pas en modifier le sens. Limité et local est le problème, locale et limitée doit être la méthode employée pour le résoudre... C'est une question de poigne et de moyens policiers et militaires.

Jacques Soustelle « sur le terrain »

Dans un assez court délai, ces moyens ont été réunis. Le général commandant la Xe région a notamment rameuté sur le Constantinois des éléments de renfort en provenance de toute l'Algérie (en particulier ceux de la 21e D.I.) et même de métropole avec les bataillons de parachutistes de la 25e D.I.A.P. Tout cela réuni représente avec les forces rebelles une énorme disproportion d'effectifs et de moyens si l'on songe qu'à cette époque il n'est guère dénombré dans l'Aurès que 300 à 350 rebelles, dont le médiocre

(1) Chaque village est divisé en deux clans. Le *çof* du haut qui groupe les habitants demeurant dans le haut de l'agglomération, et le *çof* du bas, où se retrouvent les villageois de la partie basse. (*N.D.L.R.*)

M.E. Boucher

armement ne va pas au-delà de fusils Shaffi ou Mauser, voire de quelques P.M. italiens.

Employées au fur et à mesure de leur arrivée, les forces de l'ordre connaissent d'abord quelques succès. Le 18 janvier, un coup de main-éclair des unités du colonel Ducournau fixe et détruit totalement une bande entière dont le chef, Grine, est au nombre des morts. Mais ce brillant succès reste sans lendemain, car en dépit d'une activité incessante, aucun résultat payant n'est plus obtenu et si de grandes opérations dites de ratissage s'emploient à passer « au peigne fin » telle ou telle région du djebel, elles tombent pratiquement dans le vide. Au mois de février, force est de reconnaître que le traditionnel maintien de l'ordre a enregistré un échec complet.

Au cours de la matinée du 21 février, quand l'avion du gouverneur général se pose sur le terrain de Biskra, la préoccupation dominante de Jacques Soustelle n'est en aucune façon d'épiloguer sur une situation de fait qu'il ne connaît ou perçoit qu'au travers des différents rapports. Car si le « sens de l'Etat », qui est, à un très haut degré, un de ses traits de caractère, le conduit à prendre à bras-le-corps — et tel qu'il est — le problème dont il a hérité, il n'est nullement l'homme des condamnations sommaires et des jugements *a priori*. Par tempérament autant que par l'idée qu'il se fait de ses responsabilités, son souci d'aujourd'hui est d'appréhender « en direct » l'ensemble de la situation, de s'en faire une idée personnelle fondée sur des réalités constatées, idée à partir de laquelle il lui sera possible de définir une politique concrète ne devant rien à la routine, au préjugé, au parti pris. Un tel dessein suppose alors une multiplicité de contacts au cours desquels aucun aspect ne sera négligé, qu'il soit géographique, administratif, économique, militaire et — plus encore peut-être que les autres — humain.

Ce souci de toucher le réel ne donne pas seulement le ton du voyage, il lui confère aussi son rythme particulier. Ce dernier rompt tout à fait avec le caractère protocolaire et quelque peu compassé qui s'attachait naguère aux tournées des gouverneurs généraux. Rappeler aujourd'hui l'ampleur du circuit accompli pourrait se résumer dans le déroulement rapide d'un flot d'images contrastées : Biskra dans ses palmes, M'Chounèche, Rhoufi et son balcon rocheux accroché au-dessus de la vallée sauvage de l'oued el-Abiod, le défilé de Tighanimine, où reste gravé dans la pierre le souvenir multiséculaire du passage de l'antique *Tertia Augusta,* Arris, îlot de verdure qui tranche sur un paysage désolé, Batna provinciale, Aïn-Touffana, Khenchela au bord de la steppe, Tébessa, enfin, dont les remparts ruinés se souviennent peut-être encore d'avoir été battus jadis par le flot des circoncellions.

A chacune de ces images s'attache le souvenir d'une série de réunions de travail au cours desquelles le gouverneur général, prenant contact avec les chefs civils et militaires de tout échelon, questionnant les caïds et les *ouakafs,* parlant avec les habitants des douars rassemblés à l'occasion de son passage ou même avec le simple fellah rencontré au détour d'un chemin, recueille peu à peu une masse d'enseignements d'où se dégagent comme par eux-mêmes les éléments qui conditionnent la situation qu'il est venu juger.

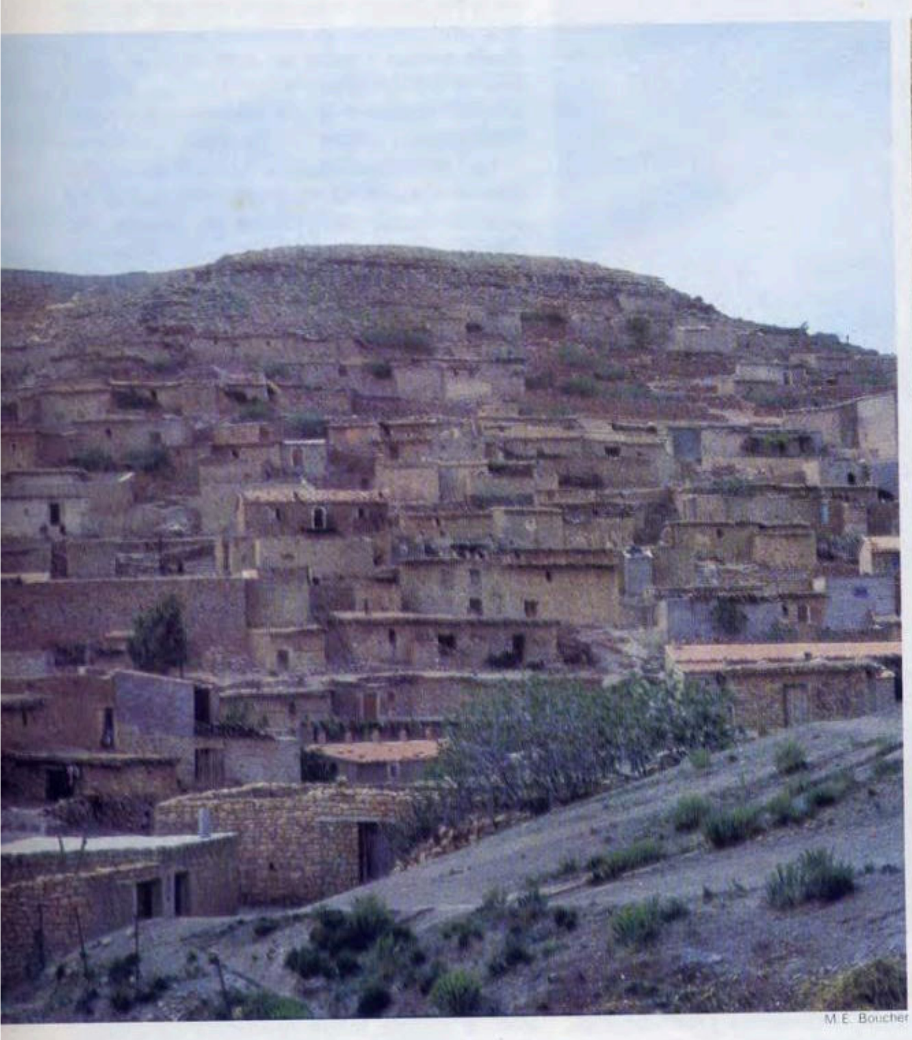
De cette situation, Jacques Soustelle perçoit très vite l'essentiel au travers de trois observations qui, inlassablement relevées, finissent par prendre un carac- ▶

Opération, dès 1955, où sont engagés des Sénégalais. A Biskra, dans la nuit du 1er novembre, le F.L.N. attaque leur caserne et blesse deux factionnaires. Ces troupes coloniales seront appelées en renfort pour dégager les points encerclés : Arris, Foum-Toub, T'Kout, le 2 novembre 1954.

E.C.A



Jacques Soustelle prend contact avec les civils et les militaires



M.E. Boucher



H.P. Heydoux

L'administrateur Dupuy chargé de pacifier les Nemencha, un des coins les plus difficiles de l'Aurès. Jacques Soustelle va le rencontrer au poste de Guentis. Il sera très impressionné par la compréhension de ce civil et par les résultats qu'il obtient auprès des populations des Nemencha. Quelques jours après cette rencontre, Dupuy sera assassiné par les rebelles. Son influence sur les Chaouïas gênait l'action du F.L.N.

Au cours de ce même voyage, le gouverneur prend contact avec Ducournau, qui commande le 18e R.P.C., engagé dans les opérations du massif Aurès-Nemencha.

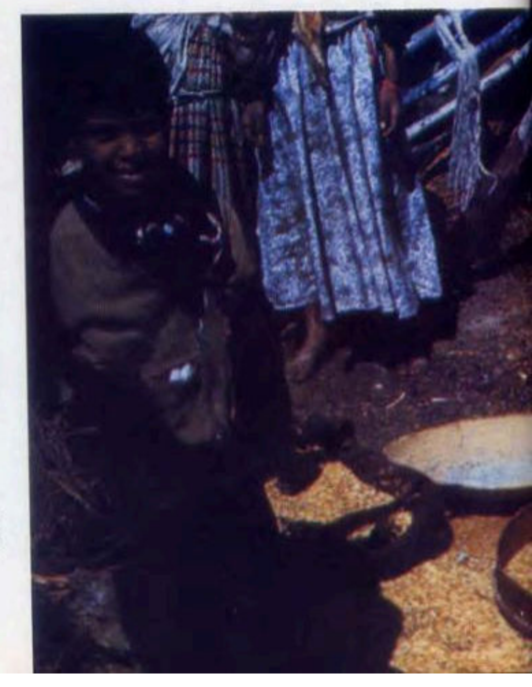
tère aveuglant, tellement aveuglant même que le gouverneur général n'est pas loin de penser que c'est à leur niveau que le problème commence à se nouer. Ce sont à la fois la misère, la sous-alimentation, le repli sur soi d'une population inquiète et désemparée.

Trois administrateurs pour 25 000 km²

Misère d'abord. Elle est profonde et généralisée sur toute l'étendue du territoire visité. Apparemment engendrée par des conditions climatiques rudes, par un sol infertile et profondément érodé auquel des méthodes culturales archaïques arrachent à grand-peine une récolte acceptable tous les quatre ou cinq ans, elle ne cesse de s'étendre par un accroissement constant des bouches à nourrir. Ce qui est plus grave, c'est qu'aucune amélioration ne peut lui être apportée à court ou moyen terme en raison de l'état d'abandon administratif dont paraît victime la région du Sud constantinois.

Cet abandon correspond à un incroyable degré de sous-administration dont une simple constatation permet, entre autres, de mesurer le niveau. Sur un territoire de 25 000 km2 qui englobe les communes mixtes d'Arris, de Khenchela et de Tébessa, il n'y a en tout et pour tout que trois administrateurs en place ! Il apparaît aussi — et cela doit être souligné — qu'une telle situation ne tient en aucune façon à la qualité des hommes en place car, contrairement à une légende tenace, les administrateurs du Constantinois avaient une haute conscience de leur mission, ne manquaient ni de clairvoyance ni d'énergie. Plusieurs étaient de classe, sinon de grande classe (Pierre Dupuch, préfet ; Jean Deleplanque, sous-préfet, Hirtz, Dupuy, Vivie de Régie...) mais l'immensité du territoire soumis en principe à leur juridiction, compliquée d'une pauvreté notoire en moyens de personnel et de matériel, paralysait leurs efforts ou en limitait à l'excès la portée.

Et cela d'autant plus que le réseau d'administrateurs autochtones, qui est censé prolonger leur action en quadrillant le pays, apparaît en réalité comme un leurre. A de rares exceptions près (M'Chounèche notamment), les caïds et les *ouakafs* paraissent sans grande valeur. En eussent-ils possédé que, dans un très grand nombre de cas, leur influence fût





Coll. Constans

cependant restée dérisoire en raison de cette aberrante disposition qui les mettait en place sans considération de leur origine ethnique et faisait d'eux des « étrangers » à une région dont à peu près aucun ne parlait le dialecte chaouïa particulier.

Gaidamour

Dans certains coins de l'Aurès, les Chaouïas ont pour tout logis des huttes de branchages, et pour toute subsistance la galette, qu'on ne confectionne même pas avec du blé (le blé est un luxe), mais avec de la criblure une fois tamisée.

A la fin de février, beaucoup sont absents de leur poste et presque aucun d'eux ne vit en tribu ! Tout cela fait qu'un tel réseau s'apparente à un organigramme plaqué sur une carte muette et, loin de créer un lien, il est en réalité un écran.

Une telle rupture de contact a comme conséquence directe le repli sur soi de toute une population déjà fort mal connue, et ce repli ne la livre pas tant à elle-même qu'à l'emprise rebelle à laquelle elle n'a aucune possibilité d'échapper. Comme cette emprise est à base de terreur (l'immense majorité des exactions contre les personnes frappe en effet par priorité les autochtones), il n'apparaît guère pour cette population d'autre solution que de céder, au minimum de composer. A partir de toutes les observations qui peuvent être faites au long du voyage du gouverneur général, l'attentisme, l'inquiétude et la peur sont déjà aisément décelables.

Une armée peu préparée à la contre-guérilla

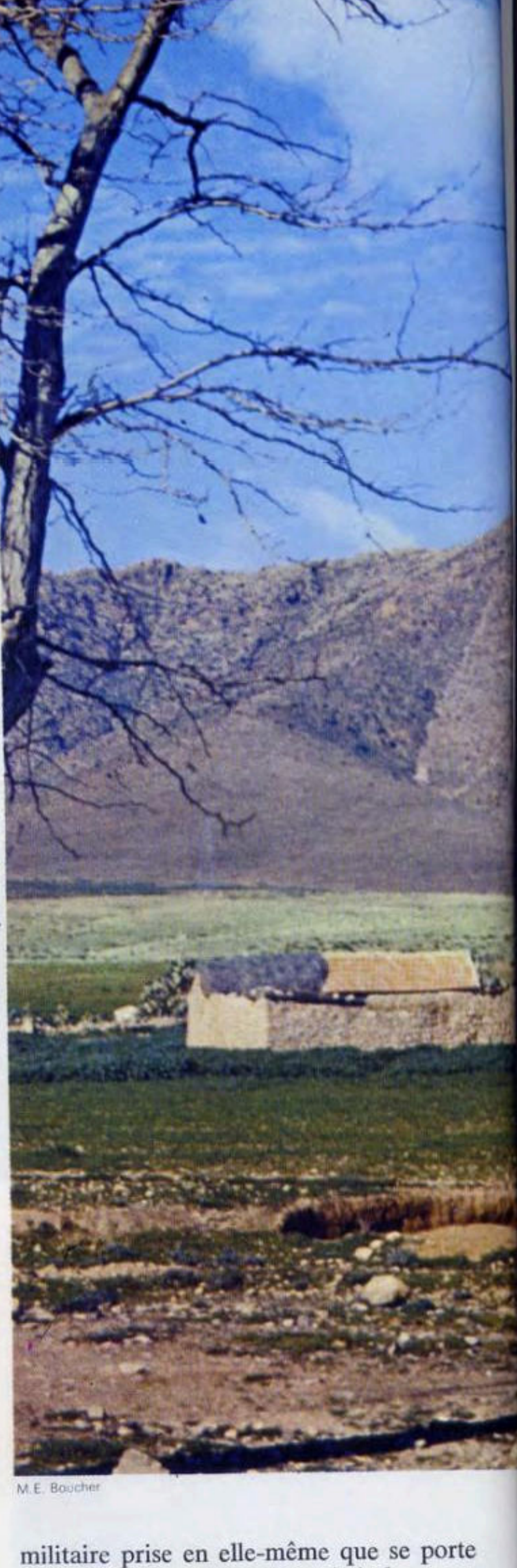
Non qu'il soit relevé chez quiconque une apparence d'hostilité déclarée, mais trop de signes sont là pour faire conclure à la réticence inquiète de tous. Personne ne parle plus, il y a longtemps que le renseignement est tari. Les visages sont fermés et les sourires de commande contraints. Entre autres indices de l'état d'esprit fait de peur et d'attentisme il peut être relevé un témoignage qui, pour être muet, n'en est pas moins significatif. Il est en effet de tradition, à l'occasion d'une tournée accomplie par un gouverneur général, de réunir sur son passage les anciens combattants. La tradition est respectée, et les anciens combattants sont là... Il est alors assez remarquable de noter qu'ils sont très peu (à Aïn-Touffana aucun) à porter leurs décorations ! ▶

un outil de combat trop lourd à manœuvrer



Et puis, parfois, de l'eau, comme un miracle, après les terres brûlées. Mais l'heure du tourisme a vécu. Vient le temps de la guerre, et, pour l'armée, d'une « sale guerre », où l'embuscade peut survenir au passage du gué, et qui poste ses guetteurs sur chaque crête et chaque falaise. Les plus beaux paysages se mettent à tricher. Il faudra s'adapter au « style » de l'adversaire.

M.E. Boucher



M'Lila, au sud de Constantine. De ce rocher de nombreux ouvriers agricoles se suicidèrent pour protester contre les mauvaises conditions de travail. Au VI[e] siècle après J.-C., c'est là aussi que plus de mille ans plus tard les colons européens subirent les assauts de la rébellion et furent massacrés dans leurs fermes. D'autres menacèrent de partir s'ils ne recevaient pas protection de l'armée. Ils écrivirent à Jacques Soustelle.

M.E. Boucher

Dès ces premières observations — elles furent encore une fois recueillies très tôt et confirmées à chaque étape du voyage —, la nature réelle du problème constantinois se révèle sous son véritable jour. A savoir que si la rébellion d'un petit nombre est un fait qui commande la nécessaire répression des coupables, cette même rébellion, par son caractère spectaculaire, a détourné les esprits d'une tâche essentielle dont l'urgence est égale sinon supérieure et dont l'accomplissement paraît à la base du rétablissement de la situation. Cette tâche c'est de regagner la confiance de la population chaouïa, et de la regagner vite. Ce qui suppose au premier chef la reprise de contact avec cette population et sa protection contre les rebelles, ce qui suppose aussi l'application immédiate de toute une série de mesures politiques, administratives et économiques capables d'endiguer la misère et la peur.

Le mythe du maintien de l'ordre

Il va de soi qu'une telle perspective ne peut pas ne pas affecter les conditions d'emploi de l'armée. Sans pour autant en faire abstraction, c'est sur la situation militaire prise en elle-même que se porte l'attention du gouverneur général.

Chez toutes les unités qu'il rencontre, chez tous les cadres de différents échelons avec lesquels il s'entretient, il relève un même sens du devoir, un même dévouement, une même ardeur. Cependant toutes ces qualités, qu'il reconnaît et auxquelles il rend l'hommage qui leur est dû, ne détournent pas Jacques Soustelle d'une réflexion portée sur l'ensemble de l'outil de combat dont l'organisation du moment lui semble inadaptée à la tâche à accomplir.

Ce qui le frappe ici aussi, c'est le caractère « atlantique » que présente encore,

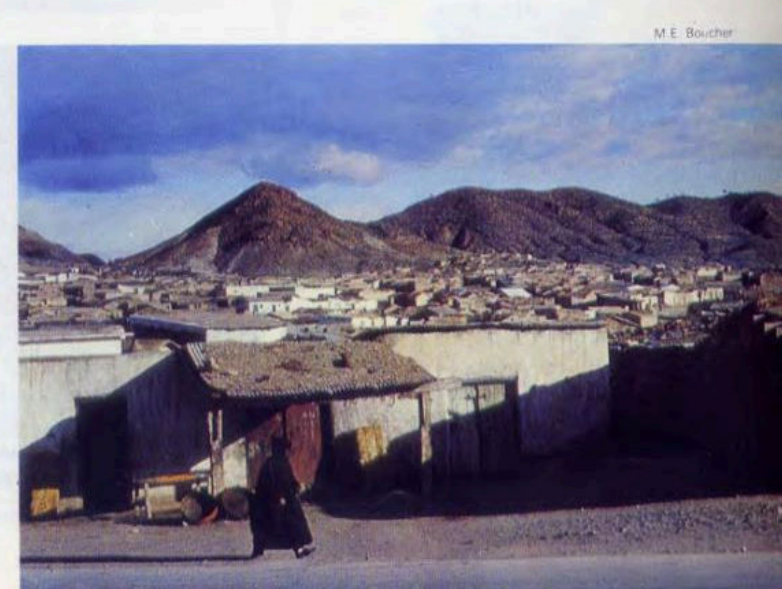
quatre mois après son intervention dans l'Aurès, une armée qui sert en Afrique. Elle lui paraît alourdie par un matériel dont la qualité répond aux impératifs d'un théâtre d'opérations européen, matériel qui la lie aux routes, servitude peu compatible avec les opérations de montagne ou les actions de contre-guérilla qui réclament souplesse et rapidité d'intervention, cela sans parler d'effectifs trop réduits pour assurer auprès des populations l'action de présence et de protection. Enfin, à une époque où le renseignement indispensable à une intervention payante des unités manque cruellement, il ne relève pas un effort pour créer des formations de supplétifs à base d'éléments autochtones dont la connaissance du pays et de sa langue, ajoutée aux contacts qu'ils seraient en mesure d'entretenir, eussent peut-être permis de déchirer peu à peu le voile de silence que l'armée a grand-peine à percer.

Tout cela réuni constitue un handicap certain qui pèse sur l'efficacité attendue. Ce handicap n'est pas le seul. Il en est un autre, moins perceptible peut-être, mais qui pèse lourd. Il tient de l'imprécision et du manque de clarté de la « mission » donnée à l'armée, mission mal définie, sinon sous forme du mythe étriqué d'un maintien de l'ordre uniquement répressif.

Éloigner les populations du massif contaminé

Il n'est pas impossible que l'imprécision et l'indigence de la mission donnée à l'armée n'aient pas conditionné pour une part l'imprécision et l'indigence du « ratissage ». Déjà deux opérations importantes ont été conçues sous ce signe. Longues à monter et par là trop visibles, immédiatement décelées par l'adversaire, qui leur échappe facilement, lentes à s'accomplir du fait de l'ampleur et de la difficulté extrême du terrain à parcourir, ces opérations tombent dans le vide. Malgré d'immenses efforts, leur résultat ne va pas au-delà de la saisie de quelques « suspects » ou présumés tels, tandis que les populations parcourues n'y gagnent qu'un surcroît de désarroi.

A vrai dire, au moment où le gouverneur général visite l'Aurès, l'irréalisme d'une semblable conception opérationnelle étant largement démontré par les faits, il semble qu'une autre solution soit alors envisagée. Pour n'être encore exprimée qu'à la cantonade — de façon souvent volubile cependant —, le simple énoncé des arguments lapidaires qu'elle avance témoigne d'un même irréalisme ▶


M.E. Boucher

Le même paupérisme que Jacques Soustelle avait découvert dans l'Aurès se retrouvait également dans toute l'Algérie. En particulier, aux confins algéro-tunisiens, dans la région de Ouenza où se trouvaient les plus riches mines de fer, à ciel ouvert, d'Algérie.

Dans ces paysages bibliques, sur lesquels le temps a passé sans modifier la vie des hommes, une guerre commence, qui infléchira leur destin.

M.-E. Boucher

Soustelle définit le mot de "pacification"

que celui d'un passé récent : assurer la sécurité absolue des grands axes de communication, évacuer et regrouper les populations du massif contaminé, tenir ferme les débouchés des vallées, laisser pourrir...

La mission de l'armée

Si cette dernière conception meurt en quelque sorte dans l'œuf, c'est que le gouverneur général lui-même la rend caduque avant qu'elle ait pris corps. Ayant recueilli les éléments réels du problème, Jacques Soustelle choisit, comme c'est son rôle, la solution à appliquer et définit alors sans équivoque la *mission* qui revient à l'armée.

Cette mission, à ses yeux primordiale, répond à l'idée de présence et de souveraineté, idée qui doit rester la raison d'être de l'armée en Afrique. Elle se traduit par la *pacification*, qui devient le premier devoir de cette armée.

Pacifier, c'est regagner la confiance de la population dans les zones travaillées par la subversion, garder la confiance de la population dans les zones non atteintes. C'est participer par ses propres moyens à l'application des mesures administratives, politiques et sociales qui seront décidées, tout en rassurant par la présence et en protégeant par l'action. Pacifier, c'est aussi montrer dans les faits et de façon indiscutable la volonté arrêtée d'étouffer la rébellion avec une entière justice mais sans faiblesse ni retard. La paix et la sécurité pour tous, la justice et l'équité pour tous, c'est là ce que l'armée d'Afrique, chaque jour plus adaptée, a mission d'apporter aux populations qu'il est nécessaire de rassurer. **H**

Général J. CONSTANS



Ces hommes ont reçu Soustelle dans l'Aurès. Civils et militaires, ils lui ont exposé des problèmes difficiles à résoudre. Leur rôle : assurer la sécurité des populations. (Deuxième à partir de la droite, le sous-préfet Deleplanque.)

CHRONOLOGIE Décembre 1954

En France et dans le monde

FRANCE

3 : débat à l'Assemblée nationale sur l' « affaire des fuites ». Le gouvernement obtient la confiance par 287 voix contre 240 avec 71 abstentions.

4 : journée nationale du R.P.F. à la porte de Versailles. Le général de Gaulle prend la parole.

7, 9 : congrès national des indépendants, paysans et A.R.S.

8 : ouverture de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

10 : débat à l'Assemblée nationale sur l'Afrique du Nord. La confiance est votée par 294 voix contre 265 avec 60 abstentions.

17 : à l'Assemblée nationale, discussion des problèmes de l'Indochine à l'occasion du vote du budget des États associés.

29 : clôture de la Conférence quadripartite (France, Cambodge, Laos, Vietnam).

30 : l'Assemblée nationale vote la ratification des accords de Paris.

AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

7, 9 : ajournement des questions tunisienne et marocaine à l'O.N.U.

7 : exécution de cinq leaders des « Frères musulmans » au Caire.

10 : fin de l' « opération fellaghas » en Tunisie : 2 713 soumissions, 2 105 armes rendues.

14 : nouvelle flambée terroriste en Tunisie.

22 : 150 arrestations en Algérie.

25 : attentats à Casablanca.

AMÉRIQUE

2 : signature du pacte de sécurité entre les États-Unis et Taï-Wan (Formose).

2 : le Sénat approuve la résolution condamnant les excès du sénateur McCarthy.

8 : discussion aux Nations unies de l'affaire des onze aviateurs américains détenus en Chine.

17 : fin de l'Assemblée générale de l'O.N.U.

ASIE

7 : démission du cabinet Yoshida au Japon.

8 : Bao-Daï nomme le général Le Van Ty chef d'état-major de l'armée sud-vietnamienne.

10 : accord entre Paris et Hanoi sur les activités des entreprises françaises au Nord-Vietnam.

10 : Hatoyama forme le nouveau gouvernement japonais.

12 : accord de principe entre la Birmanie et la Chine pour l'ouverture de négociations sur le tracé de la frontière commune.

13 : accord culturel entre la France et le Nord-Vietnam.

16 : visite du maréchal Tito en Inde.

16 : Jean Sainteny présente ses lettres de créance au président Ho Chi Minh.

22 : accord franco-nord-vietnamien sur le statut de l'institut Pasteur d'Hanoi.

28 : accord sino-nord-vietnamien sur la reconstruction et l'équipement du Nord-Vietnam.

30 : accord monétaire entre la France et le Sud-Vietnam.

EUROPE

2 : fin de la conférence de Moscou.

4 : mesures du gouvernement italien pour mettre fin à l'action des « forces totalitaires ».

5 : élections municipales à Berlin-Ouest.

5 : élections aux conseils populaires en Pologne.

9 : note soviétique aux puissances occidentales sur les accords de Paris.

10 : dixième anniversaire du traité franco-soviétique.

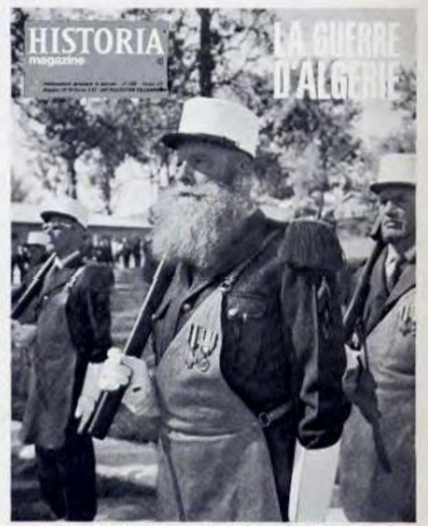
10 : le Bundesrat adopte les accords de Paris.

12 : démission du cabinet tchécoslovaque. Siroky forme le nouveau gouvernement.

16 : note soviétique à la France sur les accords de Paris.

21 : accord d'association de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

LA SEMAINE PROCHAINE



LA LEGION : DE CAMERONE A SIDI-BEL-ABBES

Sommaire n° 198 :

- **Germaine Tillion l'Aurésienne**
  Deux ethnologues au rendez-vous de la grande pitié de l'Aurès. Germaine Tillion entre au cabinet de Soustelle.

- **Légendaire légion étrangère**
  La guerre d'Algérie est sa guerre. Elle y défend Sidi-Bel-Abbès, dont elle a fait sa capitale et son sanctuaire.

- **L'incorruptible : Abane Ramdane**
  Monté dans le train de l'insurrection après coup, le Kabyle Abane Ramdane s'impose, en 1955, comme l' « homme fort » du F.L.N.

- **Alger... tu te souviens?**
  Les pieds-noirs ignorent encore que leur éclatante cité n'est déjà plus qu'une capitale d'empire en sursis.

NOTE DE LA RÉDACTION

Les mentions photos de notre numéro 194 doivent être lues dans l'ordre suivant :

1. Technor. – 2. Dalmas. – 3. E.C.A. – 4. Gamma. 5. E.C.A. – 6. Riboud/Magnum. – 7. Boubat/Réalités. – 8. Collection Courrière. – 9 et 10. René Bail. – 11. E.C.A. – 12. Dimka Swetchine. – 13. E.C.A. – 14. Photo X. – 15. Rovel. – 16. M.E. Boucher. – 17. Photo X. – 18. René Bail. – 19. Photo X. – 20. Rovel. – 21. Photo X. – 22. Collection particulière. – 23. René Bail. – 24. Magnum. – 25. Dalmas. – 26. Gamma. – 27. E.C.A. – 28. Vauthier. – 29. E.C.A. – 30. Charbonnier/Réalités. – 31. Swiners/Réalités. – 32. Keystone. – 33. A.F.P. – 34. Dalmas. – 35. Keystone. – 36. E.C.A. – 37. Photo X. – 38. Vauthier. – 39. Perceval.

La seconde légende de la page 126 doit se lire : ...pour protester contre les mauvaises conditions de travail au VIe siècle après J.-C. C'est là aussi... **le reste sans changement.**

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. Printed in France.

DÉJOUANT TOUS LES PRONOSTICS EN FAVEUR DE M. ANDRÉ DUBOIS

L'Echo d'Oran

FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
JEUDI 27 JANVIER 1955 PRIX : 15 FRANCS N° 30.135

La nomination de M. SOUSTELLE provoque une grande surprise dans les milieux politiques

■ CETTE DECISION DU GOUVERNEMENT NE SEMBLE PAS AVOIR DESARME L'OPPOSITION

■ LE NOUVEAU GOUVERNEUR GENERAL NE REJOINDRA ALGER QUE DANS UNE SEMAINE

Par Maurice COMBAUT

M. Jacques Soustelle : un des maîtres orateurs de l'Assemblée

EN FRANCE ET EN ALGERIE

Les élections cantonales fixées au 17 avril

Lire notre information en page 2

Décrue générale de la Seine

Une nouvelle interpellation sur la situation en Algérie

M. Léonard attendu à Paris

SELON SIR ANTHONY EDEN

L'EMPLOI DE LA FORCE A FORMOSE NE CONSTITUE PAS UNE SOLUTION

En collaboration avec ses Alliés, la Grande-Bretagne recherche le moyen de mettre fin au conflit actuel

Arrêt des combats

D'APRÈS LE « NEW-YORK TIMES »

«La paix à Formose pourrait ne pas plaire à tout le monde»

QUELQUES OPINIONS

Pour la suppression des polyvalents

LA FIN DE L'ETAT DE GUERRE

Une nouvelle avance du Kremlin à l'Allemagne

L'URSS abandonnerait la zone orientale d'Allemagne

Les P.G. allemands en Russie libérés ?

Le dragon chinois sort ses griffes

M. Joseph Laniel au Sénat ?

GRANDES VACANCES SCOLAIRES : 1er JUILLET-30 SEPTEMBRE

En février 11 unités de la marine américaine partiront pour l'Extrême-Orient



M. « H » A VU CES AVIATEURS U.S. PRISONNIERS DES CHINOIS

70 arrestations après l'échauffourée de Haiphong

PARIS ET LONDRES RÉPONDENT A MOSCOU

« Les accords de Paris ne sont pas en contradiction avec le pacte franco-soviétique » estime la note française

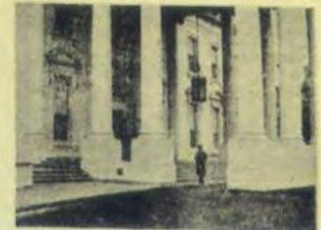
J'AI VÉCU 4 JOURS A LA MAISON BLANCHE

De notre envoyé spécial : Daniel CAZEL

III. - Soirées intimes devant la télévision et grandes soirées sous les lustres de cristal

SUITE PAGE 8







BILLET DE Paris

LE DICTATEUR

La nomination de Jacques Soustelle comme gouverneur général reçoit un accueil réservé en Algérie. On se souvenait qu'il avait soutenu, en 1944, la politique en Afrique du général de Gaulle.